

Eric de La Maisonneuve

Journal de la guerre

Ukraine

mars-juillet 2022

Préface

Surpris par le déclenchement d'une guerre du XIX^e siècle sous le ciel déjà encombré des nuées du XXI^e siècle, j'ai été d'emblée interloqué par ce tête-à-queue historique. S'il semblait effectivement d'un autre temps, voire d'une autre humanité, il reflétait pourtant la brutalité d'une époque indifférente à l'histoire des peuples, méprisante des hommes chargés de leurs vieux tas de secrets et, bien pire, portant au pinacle l'écume des choses et leur superficialité. Pris au jeu d'une forme de guerre dont je n'ai fait, en d'autres temps, que décliner les exercices grammaticaux, j'ai tenté de décrypter le sens des événements et de déchiffrer les intentions. Tout bien réfléchi et comme chaque fois qu'un acteur stratégique se lance dans la cage aux lions, les « affaires » me sont apparues à la fois triviales et prosaïques, faites d'abord du courage et du sang des Hommes, civils et combattants mêlés, portées ensuite par des monceaux d'armements chauffés à blanc, articulées enfin par des structures de commandement vulnérables et incertaines. Mais, contrairement aux apparences et aux habitudes, ces « affaires » ne se limitent pas au seul jeu aléatoire des pions du terrain ; leur partie enfouie n'a jamais été aussi imposante et cachée. C'est celle-ci, qu'à force de conjectures et en croisant les signaux d'où qu'ils viennent, j'essaierai de faire apparaître au fil des semaines. Pour tout dire, il s'agit d'une vraie guerre de reconquête territoriale comme cette région du monde en a subie des dizaines dans le passé, mais qui sert de prétexte et de phare à une autre lutte, comme l'humanité n'en a peut-être jamais connue depuis la fin de Rome ou l'éruption de Gengis Khan. Plus qu'une guerre des civilisations, c'est une tentative d'émancipation mondiale, de sortie du cadre général, de refus de tout carcan juridique. Plus qu'une guerre de soldats, c'est une lutte sans merci où l'homme, martyrisé, est réduit à l'état d'obstacle. Abreuvés d'informations quotidiennes, suivant les hauts et les bas des contingences tactiques, nous avons du mal à percevoir le gigantesque bras de fer qui, après des décennies d'observation, de rivalités, de faux-semblants, finit par surgir à la surface. Rien ne sera réglé dans les prochains mois, il n'y aura pas de répit : cette guerre et tout ce qui l'accompagne dans l'ordre économique et numérique, sera fondatrice du XXI^e siècle, sans doute pour le pire.

Journal de la guerre 1/2

J + 6 – 2 mars 2022

Lorsque j'ai décidé il y a deux ans de rédiger mon « journal de la pandémie », je savais que cette épreuve serait longue, non par préscience mais par observation de l'histoire des épidémies mondiales dont il s'avère qu'elles furent toujours longues, deux ans au moins, parfois beaucoup plus comme la « peste noire » des années 1360-1380. La même observation de l'histoire montre aussi que guerre et pandémie étaient très souvent concomitantes, l'une entraînant l'autre et inversement par la révélation qu'elle opère des faiblesses et des vulnérabilités de l'Autre. La pandémie du Covid 19 n'est donc pas totalement étrangère au déclenchement de la guerre en Ukraine voulue et décidée par la paranoïa du dictateur russe Vladimir Poutine. A ce sujet, on voit déjà fleurir quelques commentaires complotistes qui assimilent la « fable de la pandémie » à la « provocation otanienne » à l'égard de la Russie. Ainsi le monde ne serait-il que succession de complots dont les cœurs respectifs se trouveraient à Pékin (pour la pandémie) et à Washington (pour l'impérialisme occidental). C'est dire qu'il va être difficile de rester calme et rationnel devant ces tombereaux de *fake news*. Et c'est une raison parmi d'autres de reprendre ce journal, non seulement pour remettre la mairie au milieu du village mais aussi pour analyser autant que faire se peut la suite des événements et leurs conséquences sur la déroute du monde soi-disant organisé.

Au sixième jour de la tentative d'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, je dois d'abord faire amende honorable car, dans l'article récent **ACTUEL 62** sur *Le sort de l'Europe*¹, j'avais trop rapidement enterré l'armée ukrainienne et qualifié de « promenade militaire » l'invasion entreprise par l'armée russe. En fait, je me suis seulement trompé sur le *timing* comme on dit en bon français. La réalité à J+6 est que l'armée russe se trouve maîtresse au sud de l'équivalent de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, au nord de l'égal des Hauts de France et à l'est de ce qui correspond à notre Alsace-Lorraine, ce qui n'est pas rien sur le plan géographique autant que symbolique, et qui demeure à mes yeux assez remarquable sur le plan militaire. Notre étonnement sur la

¹ Publié sur le site www.societestrategie.fr

supposée lenteur de l'invasion russe tient autant à nos clichés historiques (Guderian, Rommel, la Guerre des Six Jours...) qu'à notre méconnaissance des obstacles qui s'opposent à tout *blitzkrieg*, à commencer par l'urbanisation du monde qui change la nature des combats. Pourtant Groznyï, Beyrouth, Mossoul et autres cités martyres récentes auraient dû nous renseigner sur ce tournant décisif des opérations militaires. A ce jour, il ne semble pas qu'on puisse constater un échec militaire russe manifeste mais, plus probablement, une erreur d'appréciation des forces adverses et, peut-être, une surestimation des capacités opérationnelles de l'armée poutinienne.

Pourquoi l'armée russe n'est-elle pas parvenue à atteindre en quelques jours les objectifs stratégiques qui lui avaient été fixés et dont l'occupation fulgurante aurait pris de vitesse à la fois les forces ukrainiennes mais aussi le barnum international comme l'opinion européenne ? La première réponse tient à *l'armée ukrainienne* dont il faut saluer la solidité et le courage. La deuxième concerne bien sûr *l'armée russe*. On ne change pas la mentalité et les traditions d'une armée aussi anciennes que l'histoire de la Russie. La Russie a l'armée de sa géographie, c'est-à-dire avant tout défensive, car elle dispose d'un espace stratégique immense qui lui a permis tout au long de l'histoire d'épuiser ses adversaires et d'échapper à leur occupation. C'est tout le contraire des armées allemande et française qui, par nécessité d'expansion territoriale, furent le plus souvent des armées offensives – selon le modèle de Frédéric II copié dans le monde entier - dont découlait naturellement l'état d'esprit stratégique aussi bien que la mentalité militaire. Engager *l'armée russe à contre-emploi* est donc risqué.

La troisième réponse, et peut-être la plus juste, tient à la nature du terrain où se déroulent les opérations. Les nœuds stratégiques dont la conquête décide ou non de la victoire sont désormais des agglomérations multimillionnaires, qu'il s'agisse de la capitale Kiev mais aussi de Kharkiv, d'Odessa, de Marioupol, de Lviv, etc. Et l'armée blindée ou mécanisée classique telle qu'elle provient des « campagnes » passées n'est absolument pas adaptée à la guerre en ville. C'est là qu'intervient l'importance de faire une « appréciation de situation » aussi réaliste que le permettent les divers renseignements sur l'ennemi bien sûr mais aussi sur ses propres forces. L'armée

ukrainienne est installée depuis longtemps dans ses tranchées et a eu le temps d'organiser le terrain à son avantage ; c'est prouvé dans le Donbass et probable à Kharkiv et dans d'autres villes frontalières. Les Ukrainiens possèdent ces qualités dont les soldats slaves ont toujours fait preuve dans le passé : abnégation, solidité, patriotisme ; et par nécessité rusticité de moyens strictement défensifs mais dont nous savons, après tant de guerres périphériques et d'années de terrorisme, à quel point, du poignard au lance-roquettes antichar, leur efficacité est redoutable. Dans une guerre urbaine, des hommes décidés sont quasiment imbattables si l'on se cantonne au plan strictement militaire. Méconnaître son ennemi et ses conditions de combat, surtout si l'on veut en occuper le pays, est une erreur fatale. Les Américains l'ont commise au moins par deux fois en Irak et en Afghanistan. Les Russes la commettent en Ukraine et ils en paieront le prix.

Mais, d'un autre côté, surestimer ses propres forces ou négliger d'en mesurer les capacités – il existe pour ce faire quantité de tests de capacité opérationnelle – est également coupable. Dans une guerre de conquête, deux qualités sont indispensables : primo, le moral et la pugnacité des soldats ; secundo, la compétence tactique et le sens d'organisation du commandement. Aux premières observations, qu'il faut toutefois manier avec prudence, il semblerait que les soldats russes ne soient ni bien informés des buts de guerre, ni bien traités sur le plan matériel, ni très entraînés à ce type d'opérations ; le fait évoqué par des prisonniers russes de n'avoir pour nourriture que des rations de combat périmées depuis 2015 laisse pantois sur l'attention portée à la troupe, même si la prévarication des « fournisseurs des armées » est un phénomène séculaire et général. Avec autant de retenue, on ne peut être assuré de la qualité du commandement russe. Avec l'expérience d'avoir vécu et travaillé dans une dictature africaine, celle de Mobutu sur le Zaïre/Congo, j'ai pu apprécier de près la « nullité » et la corruption des généraux auxquels j'étais subordonné. Par ailleurs et dans des circonstances différentes, j'ai pu subodorer qu'il en était de même en République Populaire de Chine où les aspirants aux étoiles de général avaient d'une part le loisir d'acheter leur grade, d'autre part n'y étaient éligibles qu'en fonction de leur allégeance au Parti et aucunement en vertu de leurs compétences professionnelles. Il en est sans doute ainsi en Russie où le dictateur, féru d'arts martiaux et ancien « barbouze »,

ne doit guère supporter d'être entouré de généraux autres qu'incapables, en tout cas peu susceptibles de lui opposer le moindre désaccord. Le pouvoir russe actuel ne supporterait pas d'avoir à contenir l'énergie d'un Rommel, la fougue d'un Leclerc ou la détermination d'un Sharon. En conclure sur la médiocrité du commandement russe n'est qu'une hypothèse de travail qui, à ce titre, ne doit pas être exclue.

Troisième point et non le moindre, il semblerait que l'état-major russe, à moins que ce ne soit directement le Président, ait péché par excès de confiance dans le maniement extraordinairement complexe d'une armée moderne, soumise avant tout à des exigences logistiques. L'autonomie d'un char se compte en heures de marche et non en kilomètres parcourus, et il faut refaire les pleins de carburant d'une unité blindée chaque jour, ce qui suppose de disposer en permanence d'au moins cinq citernes par bataillon de trente à quarante chars. Un certain Général Eisenhower a laissé sa trace dans l'histoire pour avoir maîtrisé ces exigences avec une maestria quasiment inégalée lors du débarquement de Normandie en juin 1944. Attaquer sur cinq axes simultanément, éloignés les uns des autres et de leurs arrières de centaines de kilomètres, suppose le déploiement d'immenses bases logistiques ; et il paraît assez normal qu'il y ait des ratés et des retards. Nous avons connu ces difficultés lors de manœuvres en temps de paix où les trains régimentaires s'embouteillaient sur des axes nécessairement limités. Mais tout cela se rode et s'apprend et il est probable qu'après plusieurs semaines de guerre, les Russes parviendront à régler leurs mécanismes logistiques s'ils ne trouvent pas sur place, en pratiquant le pillage dont ils sont coutumiers, de quoi nourrir leurs soldats, ravitailler leurs blindés, enrichir leurs chefs, et bien pire encore.

J + 8 – 4 mars 2022

La situation s'est durcie sur le plan qu'on ne peut appeler diplomatique, elle s'est un peu clarifiée sur le plan opérationnel. La manœuvre russe se dessine comme une vaste tenaille qui, de la frontière biélorusse au nord aux rives de la mer Noire au sud, tend à couper en deux l'Ukraine à partir de la ligne du Dniepr. Si le but politique demeure à mes yeux comme pour la plupart des observateurs la reddition de Kiev et la dissolution du gouvernement du Président Zelensky, le but

stratégique pourrait être la partition du pays : à l'ouest l'ancienne Galicie polonaise où vivaient les Ruthènes qui pourrait constituer un Etat-tampon avec l'Union européenne, au sud-est la Nouvelle Russie de Catherine II et le Donbass qui auraient vocation à rejoindre la Fédération de Russie. La concentration des forces russes sur les trois fronts du Donbass à l'est, de Kharkiv-Kiev au nord et de Kherson-Zaporijjia au sud semble confirmer cette intention et expliquerait l'attentisme dont fait preuve le corps d'armée stationné en Biélorussie au nord de Lviv. Cette ligne de démarcation du Dniepr pourrait ainsi devenir la future frontière de la Russie, à moins que Vladimir Poutine veuille manger tout le pays et au-delà pour retrouver les limites de l'Union soviétique. Ce serait alors une autre affaire qui mettrait en jeu les pays Baltes, la Moldavie, la Géorgie...

Pour revenir au plan opérationnel, l'attitude des Russes à l'égard des agglomérations mérite de retenir l'attention. Dans le cas de Kherson, la ville (300 000 habitants) a été conquise sans trop de dégâts et les occupants russes en assurent la gestion, en tenant le maire sous leur coupe, en inspectant systématiquement tous les immeubles et en mettant sans doute en place une organisation de « collaboration », quitte à mettre en scène le ralliement de pseudo-habitants devant les caméras de leurs médias. Dans le cas de Kiev, il semble qu'on se trouve face à un large investissement pour *piéger* les habitants de cette mégapole de 3 millions d'habitants (théoriques, beaucoup ayant réussi à s'échapper) et surtout les dirigeants du pays enfouis dans leurs bunkers ; privés d'eau, d'électricité et bientôt de ravitaillement, leur vie quotidienne deviendra rapidement intenable et leur résistance sera d'autant plus impraticable que séviront des forces spéciales type *spetnatz* et autres Tchétchènes infiltrés dont on sait l'empathie à l'égard du genre humain. Dans le cas de Kharkiv et autres villes résistantes comme Marioupol, les Russes utiliseront la panoplie des armes terrifiantes dont ils disposent, comme ils ont pratiqué à Groznyï en Tchétchénie et à Alep en Syrie, villes qui ont été rasées ; cela va des charges creuses aux sous-munitions ou aux thermobariques et peut-être jusqu'aux chimiques voire aux bactériologiques. N'oublions pas que la COVID 19 n'est pas loin ! Tout cela peut prendre du temps, notamment le siège de grandes cités qu'on ne voudrait pas détruire pour des raisons historiques (comme Kiev) mais qu'on voudrait affamer selon la pratique du moyen-

âge. S'agissant maintenant de l'action hypothétique le long du Dniepr dans la steppe ukrainienne où les unités blindées trouveront de véritables « charodromes », elle pourrait intervenir, si les conditions sont réunies, en tenant tous les ponts et passages sur le fleuve et en coupant ainsi le gros de l'armée ukrainienne de ses arrières et de toute retraite vers l'ouest.

Le deuxième point que je voudrais aborder aujourd'hui est la position de l'OTAN, en rappelant d'abord la raison d'être de cette organisation, en évoquant ensuite sa situation actuelle. *L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord* est le lien militaire qui unit depuis 1949 les Etats-Unis et douze pays d'Europe occidentale pour faire face à la menace d'invasion de l'Union soviétique et des pays satellites membres du Pacte de Varsovie. Cette assurance des Etats-Unis était fondée sur la présence importante de forces armées américaines en Europe ainsi que d'une lourde logistique qui permettait de les renforcer rapidement et en nombre ; et ces forces étaient nucléarisées à un double titre, d'abord par la présence de missiles atomiques sur le territoire européen, ensuite par l'automatisme de l'article 5 du traité d'un membre à l'égard des autres (clause du « tous pour un ») qui engageait ainsi la puissance nucléaire américaine. A partir des années 1960 et même si la France revendiquait son autonomie stratégique à l'égard de l'OTAN, son armement nucléaire tactique et stratégique participait de cette dissuasion du fort au fort. Tout cela pour dire que la légitimité de l'OTAN était liée autant à la double dissuasion nucléaire américaine et française qu'à l'existence de la menace soviétique.

Lorsque cette dernière disparut de facto en 1991, la dissuasion n'avait plus à s'exercer – quelles cibles pour nos sous-marins lanceurs d'engins ? – et l'OTAN perdait sa raison d'être. Maintenir - et même étendre à une trentaine le nombre de ses membres - cette organisation depuis trente ans sans raison géopolitique valable et sans logique stratégique relève d'une de ces absurdités que l'histoire aura à juger. Son engagement dans des conflits délocalisés d'abord dans l'ex-Yougoslavie (cas du Kosovo) puis au Moyen-Orient et jusqu'en Asie centrale (cas de l'Afghanistan) l'a en outre diabolisée aux yeux de nombreux Etats contestataires de l'ordre mondial occidental. Et, aujourd'hui, au moment où la menace russe s'exerce réellement à l'encontre d'anciennes républiques satellites de l'Union soviétique, le

paysage stratégique s'est considérablement modifié par le départ de l'essentiel des troupes américaines et surtout par le découplage de fait entre les forces résiduelles européennes et la dissuasion nucléaire américaine. Le cas de la France est un peu particulier et j'y reviendrai plus tard lorsqu'il s'agira de réfléchir à l'avenir de notre sécurité. Bref ! l'OTAN, *vide de sens et de contenu*, n'est pas seulement en « état de mort cérébrale » mais un grand cadavre à la renverse, et les coups de menton de son secrétaire général resteront impuissants à le ressusciter. Et, dans cette occurrence, saisir le prétexte de l'agressivité supposée de l'OTAN est pour le moins paradoxal, en tout cas erroné de la part de Poutine qui a bien d'autres motifs de vouloir neutraliser l'Ukraine, en particulier eu égard à l'affirmation de sa souveraineté et de sa démocratie.

Avec l'agression russe contre l'Ukraine, nous avons l'illustration dramatique de la vacuité de l'OTAN : personne ne veut ni ne peut bouger une oreille, d'abord parce que l'Oncle Sam s'est manifestement placé en position d'attente, ensuite parce que les Européens, drogués aux utopies universalistes et pacifistes, sont coincés en *corner* et réduits à des velléités. Le battage médiatique autour des sanctions économiques et financières paraît d'autant plus creux que nous les savons à double effet, redoutable à court terme pour nos économies et résilient à moyen terme pour la Russie qui s'adaptera à la conjoncture. *L'effacement américain* ne peut que nous surprendre après ces décennies où Washington régenteait l'essentiel des affaires mondiales au point d'en être traité de « gendarme » ; soit il exprime la réalité d'un isolationnisme désormais revendiqué, soit il manifeste sans ambiguïté la bascule stratégique vers l'Asie et le « lâchage » européen, soit enfin il relève d'un « coup monté » où les Etats-Unis auraient laissé faire sinon « excité » Poutine à intervenir aux confins européens dans sa zone supposée d'influence. Ils pourraient ainsi siffler « la fin de la récréation » lorsqu'ils estimeront que Poutine aura pris suffisamment de gages et que le jeu de la guerre deviendra trop dangereux, notamment dans la montée aux extrêmes nucléaires. Ils reprendront ainsi la main diplomatique, entérinant la partition de l'Ukraine et satisfaisant Poutine au moins partiellement, exigeant des Européens qu'ils prennent enfin toute leur part (financière) de leur défense dans un mécanisme OTAN rénové. C'est au prix de cette duplicité qu'ils pourraient obtenir du

Kremlin qu'il accepte de rester une « puissance autonome », aussi éloignée de l'Europe que de la Chine et de former avec eux le « carré d'as » qui réorganisera le monde du XXI^e siècle. « Diviser pour régner » est désormais la seule carte jouable pour le maintien de la suprématie américaine sur le monde à venir. Mais, cette hypothèse machiavélienne n'est pas la seule : peut-être Poutine, aveuglé par son hostilité à la puissance américaine, sa haine de l'Occident et son mépris des valeurs démocratiques, n'est-il tout simplement qu'un dictateur fou qui profite des erreurs accumulées par ses adversaires pour, du moins le croit-il, marquer des points et écrire l'histoire.

Quant aux Européens, ils sont coincés et réduits au rôle d'observateurs engagés dans une alliance devenue en grande partie factice. Mais peut-être que dans leur candeur, leur inconscience et - pourquoi pas ? - leur lâcheté, les Européens ont été prudents et sages. En effet, si l'OTAN s'était réformée à temps, dans les années 2000, et si la « défense européenne » fonctionnait en son sein, sans doute serions-nous aujourd'hui dans une escalade militaire infernale et entraînés dans une inéluctable troisième guerre mondiale. Notre inexistence en tant que puissance stratégique et militaire fait des Européens des spectateurs apeurés d'une histoire que d'autres écrivent au forceps, mais des spectateurs « vivants ». Alors que si nous nous étions organisés en temps voulu, nous serions aujourd'hui en plein affrontement et, probablement, en situation « compliquée » pour reprendre le terme à la mode. Comme quoi, il faut savoir tirer profit de ses erreurs.

Pour être plus clair : si nous l'avions voulu et que les Américains y avaient consenti, nous aurions organisé un *bras européen* de l'OTAN et donc un système militaire classique constitué selon les règles de l'art, à l'imitation des autres, Russes et Américains. Le modèle sur lequel sont fondées toutes les armées repose encore sur le *couple char-avion*, conçu pour l'offensive, initialement par les Français dès 1917, ensuite avec les résultats que l'on sait, par les Allemands de la Wehrmacht puis, en réplique, par les Américains et les Soviétiques de la seconde guerre mondiale. Ce modèle, Frédéricien et Napoléonien, n'a guère évolué en *trio blindé-drone-missile* et n'a été perfectionné qu'avec les *forces spéciales* qui permettent de diversifier les modes opératifs. Les systèmes militaires sont tous aujourd'hui « offensifs » et ne répondent

pas aux critères de défense tels qu'ils sont partout proclamés et qu'ils sont inscrits dans le marbre des traités internationaux. L'OTAN aurait-elle une composante de *défense européenne* que celle-ci serait relativement inopérante face à une armée offensive, sauf à anticiper l'agression ou à contre-attaquer sur le même mode et ce en territoire ennemi, ce qui en ambiance nucléaire ne pourrait qu'ouvrir la boîte de Pandore. Pour protéger son territoire et sa population, l'Europe, dans quelque format politico-stratégique qu'elle se trouve, devrait se placer en posture défensive et disposer d'un *système de sécurité* tous azimuts. Par paresse stratégique depuis 1991 - et sous l'influence néfaste des tenants des « dividendes de la paix » -, nous nous sommes collectivement abstenus de « penser la crise » et de réfléchir à ce que devrait être, face à la diversité des menaces de tous ordres, une réponse globale, intégrant le civil et le militaire dans un appareil défensif complet et efficace. Il serait donc indispensable, si les Américains et les Russes en laissent le temps et le choix aux Européens, d'amorcer un virage structurel et coordonné pour changer la nature de nos forces, d'un corps de projection extérieure à un maillage territorial dense et, pour ce qui concerne la France, inviolable car établi en lien ombilical avec nos forces nucléaires.

Journal de la guerre 3

J + 12 – 8 mars 2022

Au douzième jour de la guerre d'invasion de l'Ukraine, il semble qu'un point de non-retour ait été atteint et que la guerre soit désormais totale ; avec les gesticulations européennes et otaniennes, avec les sanctions économiques et la mise de la Russie au ban des nations, on s'approche même de la ligne rouge de l'engrenage nucléaire. Cette réalité-là nous dépasse-t-elle tous ? Faut-il à cette heure confier notre destin collectif, européen, mondial, au seul dieu de la guerre ? Je n'en « sais » rien. Je pense qu'il ne faut ni brûler les étapes ni sombrer dans le commentaire d'images choquantes, mais toujours essayer de décrypter les événements et, rationnellement, à la mesure de notre capacité à élever le point de vue, construire des *hypothèses* qui couvrent l'essentiel du spectre.

Avant de m'arrêter sur trois de ces hypothèses qui résument bien, à mon avis, le champ du possible, je voudrais avancer quelques points qui peuvent éclairer l'avenir et sur lesquels je reviendrai dans la suite de ce journal. Le premier concerne la visite du Premier ministre d'Israël à Moscou hier ; compte tenu d'une part de l'importante population d'origine russe en Israël et des liens politiques forts entre les deux pays, d'autre part du statut officiel de puissance nucléaire d'Israël, il y a là peut-être une *possibilité de médiation* de Tel-Aviv. Le deuxième est concrétisé par le document publié le 2 mars par *Fondapol* et qui révèle ce que sont (ou furent) les *buts de guerre* de Poutine. Le troisième, beaucoup plus fragile, évalue la dégradation supposée de *l'armée russe* après dix jours de combat.

Mais revenons à nos hypothèses. Comme la mode est aux grands mots, on pourrait les unifier sous le vocable d'une « *volonté de renversement* » : soit de « l'ordre occidental » si l'on donne crédit au texte publié par *Fondapol*, soit de l'Ukraine si l'on écoute le Président russe, soit de Poutine enfin si l'on suit la logique des sanctions.

Le renversement du monde

L'hypothèse du *renversement de l'Occident* a été évoquée par Dominique Reynié, le directeur de *Fondapol*, qui a réussi à dénicher un

texte de l'Agence russe RIA Novoski signé de Pyotr Akopov et titré : « *L'avènement de la Russie et le nouveau monde* ». Ce texte, mis en ligne accidentellement le 26 février et aussitôt retiré, décrit avec concision et clarté les objectifs politico-stratégiques d'une Russie victorieuse de l'Ukraine qui sont ainsi résumés : « ***La Russie n'a pas seulement défié l'Occident, elle a montré que l'ère de la domination occidentale peut être considérée comme complètement et définitivement révolue*** ». Ce texte (joint en annexe en fin de document) aurait dû être diffusé au lendemain de la victoire éclair de l'armée russe sur les fantoches ukrainiens. Il révèle en fait ce qui guide les buts de guerre de Poutine, non pas tant la peur d'une nouvelle extension de l'OTAN ni le voisinage subversif d'une démocratie ukrainienne, mais bien la détestation d'un ordre mondial tel qu'il a été dicté et imposé par les Etats-Unis et leurs séides européens depuis 1945, et plus précisément depuis 1991 : symbole de la domination occidentale, il doit être renversé puis aboli.

En imaginant pouvoir renverser en quelques jours l'insignifiant domino ukrainien, Poutine s'était convaincu que les pays européens, tétanisés par la peur et la lâcheté, accepteraient de se renier, de prendre leurs distances avec les Etats-Unis et de troquer une part de liberté contre les milliards de m³ de gaz d'un Nordstream2. C'était la voie de l'Allemagne d'une Angela Merkel traditionnelle alliée des Russes qui laissait croire à Poutine que l'Europe allemande et mercantile était désormais mûre pour tous les renoncements. Il s'était aussi convaincu que les Etats-Unis n'étaient plus que l'ombre de la grande puissance américaine, déchirés par leurs fractures internes, plombés par leurs douloureux échecs extérieurs, aveuglés par une conception du monde irréaliste ; et qu'avec l'accord sinon le soutien du camarade Xi Jinping, un bon coup d'épaule les enverrait dans le décor.

Poutine ne s'est pas tellement trompé dans le constat : l'ordre international est moribond, en tout cas incapable d'assurer la sécurité dont il se réclame ; les Européens se sont organisés autour d'un marché commun et ont confié leur sécurité aux « agents troubles » que furent, chacun dans son genre, Bush, Obama et Trump ; l'Amérique matérialiste est obsédée par sa rivale économique chinoise et ne pense qu'en termes de dollars. Mais il s'est trompé dans l'appréciation politique et morale de ce qu'il appelle l'Occident ; il s'est trompé sur ce

qui est son « moteur » et qui l'a conduit depuis plus de deux siècles : la liberté. Il est vrai que dans la douceur des années « glorieuses » ou de cette « belle époque » que connaissent nos pays depuis plus d'un demi-siècle, le laisser-aller européen, contrastant avec l'activisme messianique américain, pouvait laisser croire à un abandon : l'abandon de toute prétention à écrire l'histoire. C'est d'ailleurs ce que révèle le succès surprenant des interprétations du monde géostratégique que nous imposèrent Francis Fukuyama sur la « fin de l'histoire » et Samuel Huntington avec le « choc des civilisations » et qui nous condamnaient « en même temps » aux délices de Capoue et aux affres du terrorisme. Poutine a réveillé les Européens (et quelques autres) de leur torpeur et personne aujourd'hui ne peut parier un seul rouble sur un effondrement occidental ni sur une victoire décisive des Russes. Poutine oppose géopolitique et stratégie, c'est-à-dire la géographie et l'humanité, alors justement que l'une ne peut aller sans l'autre. Une Russie, sûre de ses frontières comme l'était l'Union soviétique de 20 millions de km², est-elle compatible avec une mondialisation, quelle qu'elle soit, et avec ce que nous appelons des valeurs universelles ou, plus simplement humanistes ? Tel est l'enjeu et telle me semble être l'erreur de Vladimir Poutine, peut-être stratège et technocrate mais guère philosophe.

Cette hypothèse du renversement du monde était fondée sur une déroute ukrainienne. On sait ce qu'il en est et peut-être même sinon de l'enlèvement du moins du piétinement de l'invasion, et qui rend donc caduque toute prétention au « grand soir ». Et si l'Ukraine résiste tant c'est d'abord que le patchwork des quelques cent vingt minorités qui la constituent, cet Etat incertain et provisoire créé par les derniers aléas de l'histoire, est en train sous nos yeux admiratifs de se construire une « nation ». Avec, comme maîtres-mots, la souveraineté et la liberté qui sont, depuis leur origine, les mantras des démocraties occidentales. C'est grâce à la résistance ukrainienne beaucoup plus qu'à travers la compassion européenne que l'ordre occidental, ou en tout cas ce qu'il promeut, prouve qu'il n'est pas encore à l'agonie et que l'analyse sur le « déclin de l'Occident », tarte à la crème des Russes et des Chinois, est au moins prématurée.

Si l'appréciation de Poutine est erronée, son constat d'affaissement est juste, je l'ai dit. Et nous devrions en tenir le plus grand compte. Pour envisager, dès que les canons le permettront, d'engager une vaste

négociation planétaire pour tenter de remettre le monde à l'endroit, c'est-à-dire de *réaligner les règles du jeu sur les réalités du monde*. Ce qui fut fait en 1648 avec les Traités de Westphalie pour mettre un terme et surtout tenir le plus grand compte des enseignements des Guerres de Religion ; ce qui fut fait en 1815 au Congrès de Vienne pour tirer les leçons de la Révolution et de l'Empire ; ce qui fut en partie réalisé en 1919 par le Traité de Versailles qui mit fin aux empires ; ce qui fut complété et corrigé en 1945 lors du Traité de San Francisco pour clore la seconde guerre mondiale ; et qui fut négligé en 1991 à l'issue de la guerre froide en faisant peser sur la Russie tout le poids et la responsabilité de l'Union soviétique. Nous ne nous tirerons du guépier russo-ukrainien que par une remise à plat de l'ordre mondial et des institutions internationales actuelles. La Chine et la Russie, membres permanents du Conseil de Sécurité, entre autres fonctions prestigieuses, ne réclament plus seulement leur part du gâteau mais un rôle en cuisine pour sa fabrication : leur conception du monde, des choses et des hommes doivent être prises en compte dans la redéfinition des principes et des règles qui huilent les rouages de la planète. Mais cette affaire est d'envergure et j'y reviendrai sans doute dans les prochaines semaines.

Le renversement de l'Ukraine

C'est l'objectif politico-stratégique que proclame Vladimir Poutine dans ses interventions. Mais avant de n'y voir qu'une exaspération contre un Etat « fantôme », passager plus ou moins clandestin de l'impérialisme occidental, il faut regarder la carte. Pas la carte de l'Ukraine mais celle de la Russie. Où l'on voit que cet immense territoire de 16 millions de km² (trente fois la France et presque deux fois les Etats-Unis ou la Chine) n'a pas de frontières naturelles, sauf l'océan Pacifique à l'est. Nulle chaîne de montagnes sauf une centaine de kilomètres avec le Xinjiang chinois, mais partout des plaines immenses qui furent le théâtre naturel des grandes invasions provoquées par les peuples mongols dès le V^e siècle ; et ces peuplades « barbares », accumulées en Europe occidentale après la disparition du *limes* romain et acculées à la mer (océan Atlantique, mer Méditerranée et mer du Nord) n'ont eu de cesse, avec leur expansion démographique, que de retrouver un supplément d'espace vital (le *Lebensraum* allemand) qui ne se trouvait qu'à l'est, entre l'Elbe et le Dniepr. Cette région, avec la rive gauche du Rhin, furent les deux enjeux majeurs des

guerres européennes séculaires. Pour aller vite et ne pas revenir sur quinze siècles d'histoire, en vue de la guerre froide l'Union soviétique s'était constituée un glacis protecteur (accords de Yalta avec Staline) verrouillé par un « rideau de fer » et complété par un Pacte de Varsovie qui lui permettaient de « voir venir ». Depuis 1991, avec l'autonomie stratégique des Etats satellites européens puis l'indépendance des Républiques soviétiques d'Europe et d'Asie centrale, la Russie s'est trouvée nue face à des « envahisseurs » potentiels. C'est vrai aussi face à la Chine où les deux fleuves Oussouri et Amour constituent une frontière de 3 000 kilomètres d'autant plus fragile que les camarades de l'empire du Milieu gardent très présents à l'esprit les Traités inégaux de 1858 par lesquels la Russie tsariste s'est emparée de la Sibérie orientale et a privé la Chine de tout accès à la mer du Japon. La Russie se sent donc très vulnérable et entretient un sentiment d'autant plus obsidional que l'Ukraine occupait toute la rive nord de la mer Noire, celle qui ouvre sur les mers chaudes et sur...le reste du monde.

C'est donc bien la géographie qui commande la stratégie russe depuis toujours et qui préoccupe les dirigeants du Kremlin depuis 1991. Outre la mer Noire non négociable (Crimée, Marioupol, Odessa), trois verrous géographiques obsèdent la Russie : au nord, l'accès à la Baltique et la Carélie russo-finlandaise ; au sud, le Caucase et la Géorgie ; à l'ouest les Carpathes et la Moldavie environnante. Dans cette immense zone frontière, l'Ukraine se présente comme une grosse verrue intrusive au cœur même de l'espace russe. C'est acceptable tant que l'Ukraine joue le jeu russe et se comporte en pays croupion aux mains d'oligarques inféodés au Kremlin ; c'est intolérable lorsque cet ersatz de pays se veut souverain et se tourne naturellement vers les pays riches et libres de son voisinage occidental ; surtout s'il tient la Crimée et les rives de la mer Noire, surtout s'il est sensible à la propagande et aux activistes américains. Voilà à mon sens le vrai décor – géographique – et le motif – profond – de l'invasion russe en Ukraine.

Cette « opération spéciale », telle qu'elle est officiellement dénommée par le Kremlin, ne semble pas après douze jours d'opérations soutenues, rencontrer les succès escomptés. Il faut alors regarder une autre carte, celle de l'Ukraine et tenter d'y voir clair dans les « batailles » que conduit l'armée russe. Je commence par ce deuxième point : quid des forces terrestres russes ? Mes seules sources

étant ouvertes, elles sont tout sauf fiables mais donnent un ordre de grandeur. Si l'armée de Terre comprend environ 300 000 personnels répartis, outre les troupes territoriales, en une douzaine d'armées (4 divisions et 26 brigades), il semble que *l'essentiel du corps de bataille* (7 armées de premier échelon) ait été engagé depuis le 24 février. Il n'y aurait donc pas de réserves importantes en deuxième échelon capables de relever ou de renforcer les nombreux fronts ouverts sur au moins cinq axes. Cela expliquerait la relative lenteur de la progression, accentuée par la combativité exceptionnelle des résistants ukrainiens qui semblent fort bien organisés, commandés et ravitaillés.

Le *degré d'usure* du premier échelon russe déterminera les résultats sur le terrain ; d'ores et déjà la ligne de la mer Noire semble atteinte en grande partie, à l'exception notable de Marioupol et d'Odessa, villes qu'il faudrait éviter de raser, non par compassion envers leurs populations russophones mais à cause de l'utilité de leur fonction portuaire. La première ligne nord-sud Kharkiv-Marioupol concrétiserait l'annexion de cette partie orientale de l'Ukraine. La conquête d'une deuxième ligne sur le Dniepr, de Kiev à Kherson, pourrait être envisagée à moyen terme (30 à 45 jours) si toutefois des troupes d'assaut (paras et forces spéciales) sont engagées pour s'emparer des points de passage sur le fleuve et des carrefours principaux du centre du pays. Une troisième ligne éventuelle (plusieurs mois) consisterait à relier la Transnistrie moldave à Odessa d'une part et à Kiev d'autre part, ne laissant libre que la Galicie ex-polonaise dans laquelle les jusqu'au-boutistes ukrainiens pourraient se réfugier. Chacune de ces lignes pourrait être prise en compte, à mesure des combats, dans les atouts d'une éventuelle et future négociation. J'estime (mais c'est malheureusement très subjectif) que l'armée russe, sans relève ni réserve, va s'épuiser et s'enliser dans la conquête de sa première ligne d'objectifs et dans le siège très compliqué de la capitale Kiev ; cet échec relatif me semble pouvoir être une opportunité pour proposer, soit un cessez-le-feu, soit de premières discussions grâce aux quelques canaux qui restent ouverts avec Poutine (Premier ministre Bennet, Président Macron, délégation ukrainienne en Biélorussie). C'est sur ces bases, sans faire perdre la face ni à l'Armée russe ni à son chef Vladimir Poutine, que pourraient s'engager des négociations qui devraient intervenir au plus tôt, avant que les Russes ne s'enlisent

encore plus et ne déciment la population ukrainienne, surtout avant que le conflit dérape en s'approchant des limites de l'OTAN. La Russie atteindrait alors une bonne partie de ses objectifs géopolitiques. L'Ukraine serait sans doute dépecée mais elle ne serait pas « renversée » comme le voudrait Poutine. L'Europe devra repenser entièrement sa sécurité et créer de toutes pièces une organisation dédiée, avec l'appui déterminant de la force de dissuasion française, afin d'interdire au maître du Kremlin, quel qu'il soit, de faire sauter les verrous de Carélie et de Moldavie. La future grande conférence sur la paix et la sécurité devra neutraliser un certain nombre de pays-frontières dans le monde et en particulier aux confins européens, créer en quelque sorte une zone-tampon entre les démocraties européennes et l'empire russe. Mais nous n'en sommes pas là !

(Compte tenu de la longueur de cette analyse des « trois hypothèses », je me réserve d'étudier la troisième ci-dessous.)

„Journal de la guerre 4

J + 14 – 10 mars 2022

Deux semaines de guerre et la routine s’installe avec son lot de commentaires médiatiques – plutôt du remplissage d’antenne -, avec des images normalement insoutenables de morts, de blessés, de réfugiés qui passent en boucle et auxquelles on finit par s’habituer, avec aussi – il faut bien vivre – les calculs d’épicier sur le prix « insupportable » de la baguette ou du litre d’essence... Je suis comme tout le monde sensible à ces images, mais j’essaye de sortir de ce cadre infernal et de guetter non des lueurs d’espoir – ce serait un gros mot – mais des signes avant-coureurs de ce que serait une pause dans les combats, au mieux un cessez-le-feu au moins local. C’est la troisième hypothèse suggérée dans le numéro précédent de ce journal, celui d’un changement à la tête de la Russie.

Le renversement de Poutine

Il faut d’abord évacuer dans cette hypothèse l’élimination physique du Président russe qui pourrait intervenir en interne - mais personne n’y croit une seconde – et qui est inconcevable venant de l’extérieur, c’est-à-dire à l’instigation d’une puissance étrangère. Vladimir Poutine s’est visiblement barricadé depuis longtemps (la peur du virus) et sa protection rapprochée doit être aux abois, comme une meute de chiens de garde. En revanche, ce qu’on peut tenter d’évaluer c’est la capacité de la nation russe à se débarrasser à plus ou moins long terme de son dictateur. Dans l’ordre et par cercles concentriques, les trois entités qui seraient en mesure de faire bouger le régime du dictateur : les oligarques, la société civile, l’armée russe.

Les *oligarques* - groupe de 150 à 200 mafieux - se partagent, depuis la privatisation de l’économie soviétique sous Boris Eltsine, l’essentiel des gigantesques sociétés qui ont fait main basse sur les matières premières, les ressources énergétiques, les industries de transformation, soit des centaines voire des milliers (s’agissant des hydrocarbures) de milliards de dollars. Et chacun d’entre eux doit au patron du Kremlin d’avoir conquis sa place ou de s’y être maintenu, « parrain » auquel ils ont tous rétrocédé une part du gâteau, faisant de Poutine une des plus

grandes fortunes mondiales (estimée à 40 milliards, pas des roubles mais des dollars ; on crache sur l'Amérique mais on compte toujours en dollars). Certes, les sanctions économiques fléchées directement contre eux vont réduire quelque peu les comptes en banque des oligarques et en feront peut-être réfléchir quelques-uns. Mais ne nous faisons pas d'illusion : les traîtres dans les mafias sont rares car ils connaissent le « tarif », qu'il s'agisse de l'efficace polonium, d'une balle de 9 mm ou de la corde du suicidé. Rien à attendre donc du côté de l'équipage du navire amiral russe dont les membres sont embarqués dans l'aventure pour le pire et...pour le pire.

Le peuple est muselé et désinformé ; il ne sait pas grand-chose des événements en Ukraine, sauf peut-être les mères et épouses des soldats tués ou blessés sur le front, sauf aussi le service de santé et les hôpitaux de l'arrière qui devraient être submergés par le nombre des victimes, civiles et militaires, des différentes zones de guerre. J'y reviendrai plus loin car la question des pertes humaines, civiles et militaires, me semble être une clef du problème. Quand on entend l'ambassadeur russe à Paris ou un de ses conseillers raconter leurs délires sur nos plateaux de télé, on ne peut être qu'abasourdi par un discours dont les éléments de langage répétés en boucle sont dignes du pire temps du soviétisme. J'imagine que le peuple russe est à ce point d'intoxication qu'il a été mis sur orbite (basse) dans un monde parallèle. Ce que nous appelons la société civile, c'est-à-dire les corps intermédiaires, les intellectuels, les artistes, subissent une surveillance constante et sont interdits d'expression sauf à se retrouver fichés, arrêtés, privés d'emploi. Et comme trente ans ce n'est pas très long dans la mémoire collective, ils reviennent tous à la prudence et au mutisme qui leur permirent de survivre au totalitarisme.

Le troisième cercle est celui de *l'armée russe*. Tout le poids de la crise ukrainienne pèse en effet sur les chenilles de ses blindés et sur la solidité de leurs équipages. Or, les sept armées envoyées à l'assaut des villes ukrainiennes sont toutes tombées sur un « os » et, depuis deux semaines maintenant, sont enlisées dans leurs abords et bloquées à leurs accès d'autant plus défendables que la « raspoutitsa », le fameux dégel russe, interdit aux colonnes de véhicules de sortir du bitume, offrant une proie aux tireurs de lance-roquettes voire de cocktails Molotov. Les gains territoriaux ne sont pas négligeables mais la progression semble

stoppée. La défense y a sa part, décisive ; la météo ne facilite pas les opérations ; mais l'épuisement du premier échelon des forces est manifeste.

Je veux revenir sur les pertes subies par l'armée russe. Les renseignements américains nous indiquent que les Russes auraient perdu 2 à 4 000 hommes tués après dix jours de combat. Si je reprends mes abaques d'ancien chef d'état-major de division, au chapitre du *taux d'attrition* en temps de guerre, je relève effectivement un taux moyen de morts de 1,5% dans le temps imparti, ce qui correspond à l'engagement d'une force de 160 à 180 000 hommes, soit l'effectif estimé des forces russes engagées contre l'Ukraine. Plus intéressant encore dans mes abaques, le taux de pertes globales est estimé à 7,5% (soit 4 à 5 fois plus de blessés que de tués), ce qui pour la force considérée représenterait entre 12 et 15 000 hommes « hors de combat ». Par déduction, cela suppose que sur les 2 000 chars et blindés engagés, plusieurs centaines ont été détruits ou endommagés ; à mon avis la valeur de 2 à 3 bataillons de chars T90 et 1 à 2 brigades motorisées. Ces pertes ne sont certainement pas uniformes et varient selon les fronts ; elles seraient concentrées sur les fronts est et sud-est (Kharkiv, Donbass, Marioupol) où les armées engagées seraient très éprouvées. A ce tarif-là si je puis dire, les forces d'attaque ne seraient plus en capacité de poursuivre leur progression, elles devraient être relevées ou, au minimum, voir leurs parcs blindés et leurs effectifs reconstitués. Est-ce faisable ? Les Russes ont-ils un deuxième échelon capable d'effectuer cette relève, au moins là où les pertes ont été les plus fortes ? J'en doute, et de la réponse à cette question dépend non seulement la suite des opérations mais aussi d'éventuels cessez-le-feu, les tentatives de négociation qui s'amorcent dès aujourd'hui en Turquie, etc.

Les généraux russes ne feront pas de miracles, cela se saurait, et les fronts actuels désignés ci-dessus vont se stabiliser pour plusieurs jours, ce qui n'empêchera pas la progression ailleurs avec la poursuite de l'encerclement des deux grandes villes que sont Kiev et Odessa, sur lesquelles pèsera la plus grande pression, exercée par des bombardements ciblés sur des objectifs sensibles comme les hôpitaux, agrémentée des coupures d'électricité, d'eau, de gaz, de réseau, etc. Tout ce qui rend la vie impossible aux populations. Les généraux ne se

révolteront pas contre leur commandant en chef, mais ils lui feront savoir qu'ils sont incapables de remplir la mission, faute de moyens ; une bonne poignée d'entre eux sera sans doute envoyée dans le Limoges russe où ils auront le temps de méditer, derrière un grillage, des risques du métier. Comme je l'ai déjà écrit, nous avons affaire à une armée corrompue où le carburant et les rations alimentaires sont vendues avant même de remplir les dépôts, où les exercices d'entraînement se font à l'économie, où les tests de capacité opérationnelle sont négligés... On connaît tout cela par cœur !

A l'évidence, Poutine n'a pas l'armée de ses ambitions. Les efforts consentis depuis dix ans ont porté essentiellement sur l'armement mais pas suffisamment sur l'armée. Alors il peut encore taper comme un sourd sur tout ce qui bouge en Ukraine et y faire d'irréparables dégâts mais, ce faisant, la pression intérieure va inmanquablement monter, les sanctions vont commencer à le gêner aux entournures ; il lui faudra envisager des portes de sortie et réduire ses prétentions. Il n'a pas perdu la guerre mais il ne peut plus la gagner. Je pense qu'il va maintenir son objectif d'annexion de la partie orientale de l'Ukraine, à savoir la ligne du Dniepr Kiev-Kherson et qu'il n'en démordra pas. Le Président Zelensky devra revoir sa copie et céder beaucoup plus de terrain qu'il le consent aujourd'hui – Crimée et Donbass. La négociation sur le futur statut des trois grandes villes d'Ukraine que sont Kiev pour l'orthodoxie, Kharkiv pour la vie universitaire et scientifique, Odessa pour l'histoire et le commerce sera un point crucial pour les deux parties. Mais il faut attendre ce que se diront (hors communiqué) les protagonistes à Antalya ces jours-ci, ce que décideront les Etats-membres de l'Union européenne demain à Versailles. La guerre n'est pas finie, tant s'en faut, mais l'échec relatif de l'armée russe obligera son président, soit à passer à un « stade supérieur », c'est-à-dire à provoquer un pays membre de l'OTAN avec des conséquences peu imaginables s'il décide de brûler ses vaisseaux, soit à accepter d'entrer en négociation pour engranger ses acquis et même plus s'il est raisonnable, en attendant dans plusieurs années de s'être refait une santé et une armée pour atteindre ses objectifs géostratégiques tels qu'ils ont été rappelés au début de ce journal.

Un point que je souhaite étudier à ce stade des opérations est relatif à la notion de guerre. Le ministre Bruno Le Maire s'y est laissé prendre

qui dans un grand coup de menton a déclaré la « guerre économique » à la Russie. Il s'est fait gronder sur la forme soi-disant indécente et dangereuse à l'égard de nos « amis » russes. Il aurait dû se faire reprendre sur le fond : la guerre économique n'a ni sens ni existence. *La seule guerre qui mérite ce nom est celle des canons*, qui détruit et qui tue ; on le voit bien trop aujourd'hui. Cette guerre, la vraie, celle des combattants, s'accompagne et s'entoure de tout ce qui peut la servir ou la faciliter : l'embargo et les sanctions, la propagande, la désinformation, la prise d'otages des populations et j'en passe dans cette panoplie quasi infinie. Car la guerre est une pieuvre qui attire à elle toutes les saloperies du monde. Mais ne nous trompons pas sur ce que recouvrent les mots. La guerre économique est une invention de banquiers qui voudraient se faire passer pour des héros alors qu'ils ne sont que des camelots.

Dernier point pour aujourd'hui que je puise dans l'éditorial d'Alain Frachon pour *Le Monde* daté du 11 mars. Il encourage l'Union européenne à « parler le langage de la puissance » lors du sommet de Versailles. Je pense que, comme beaucoup de bons esprits pétris de géopolitique plus que de réflexion stratégique, il se trompe de siècle et de problème. Notre Europe a moins besoin de monter en puissance que d'*organiser l'exercice de sa sécurité* ; moins besoin de groupements blindés que d'un *système défensif global*. Ce qui est une autre paire de manches, beaucoup plus ambitieuse, pas nécessairement plus coûteuse mais beaucoup plus complexe à faire aboutir.

Journal de la guerre 5

J + 18 – 14 mars 2022

« *Le lièvre rusé a toujours trois issues à son gîte* » dit le proverbe chinois, façon poétique d'évoquer les trois hypothèses de la théorie stratégique classique. Chacun ses mots, la méthode est identique. Si on se rapporte à la situation ukrainienne, Poutine a effectivement trois possibilités : 1/ celle de se rendre compte (tout seul ?) de son échec et de se résoudre à proposer de négocier ; 2/ celle de s'entêter dans sa stratégie de conquête, de faire appel à des renforts extérieurs et de continuer à bombarder ; 3/ celle enfin de s'énervier et de passer à autre chose, « quoi qu'il en coûte ». Je ne privilégie aucune de ces options mais je redoute la dernière qui ouvre la voie, via le chimique ou le nucléaire, à l'extension de la guerre sur le continent voire à sa généralisation. A ce stade, rien n'est impossible et rien ne doit donc être exclus. J'en reparle plus loin en abordant le mythe de la dissuasion nucléaire.

Cela permettra de répondre à la question du sexe des anges, à savoir si nous, Européens, sommes ou non « en guerre » contre la Russie. En 1939, on donna un nom à cette situation qu'on appela « la drôle de guerre » qu'on ne faisait pas encore à coups de canon mais qu'on avait déclarée. Aujourd'hui, la conflictualité passe par tant de canaux qu'il ne paraît pas utile d'être explicite. Non, nous ne sommes pas formellement en guerre. Oui, nous pratiquons à l'évidence une forme d'hostilité qui serait le « canada dry » de la guerre ; cela y ressemble beaucoup mais on ménage les apparences. Après tout, cela coûte encore quotidiennement 700 millions d'euros versés aux Russes pour nous approvisionner en gaz et chauffer nos immeubles en cette fin d'hiver. En juin, nous serons plus allant ! Mais puisque la guerre en Ukraine nous incite à voler à haute altitude, je veux évoquer maintenant les deux thèmes « macro-stratégiques » que sont la dissuasion nucléaire et la logique des empires.

De la « dissuasion » nucléaire

Il paraît tout à fait indispensable, alors que le sort des armes n'est pas scellé, de s'interroger sur la question ô combien centrale (et escamotée)

des armes nucléaires. En 1949, lorsque l'Union soviétique expérimenta sa première bombe atomique, elle se hissa au niveau des Etats-Unis, engageant avec les Américains un « duo nucléaire » qui ne fut troublé qu'en 1960 par la France puis par la Chine en 1964. On a bien connu cette montée en puissance des deux super-grands via la bombe H puis la course à la multiplication des armements et de leurs vecteurs intercontinentaux. La théorie qu'ils développèrent alors était celle du « *deterrent* », la dissuasion par la terreur atomique qu'ils faisaient régner certes entre eux (MAD ou destruction mutuelle assurée) mais aussi sur le reste du monde. Car, dans ce contexte de guerre plus tiède que froide, l'arme nucléaire (comme toute arme dans l'histoire) était une « arme d'emploi » ; les Américains l'avaient prouvé en 1945 en frappant le Japon, et avaient manqué de peu de le faire en Corée début 1951 comme le préconisait Mac Arthur pour stopper l'afflux des troupes chinoises sur le Yalu.

La dissuasion, telle que nous la concevons encore aujourd'hui, est une invention française, celle du stratège de Gaulle. Il voulait rompre le duopole assuré des deux Grands et y introduire un élément d'incertitude ou de déséquilibre, celui du « tiers » ou du faible. Les Généraux Gallois et Poirier théorisèrent cette vision géopolitique qui consistait à enfoncer un coin dans la bipolarité nucléaire. Le nucléaire, dans les raisonnements qu'ils m'ont fait l'un et l'autre l'honneur de partager, devenait une arme de « non-emploi en premier », si l'on préfère de riposte ou deuxième frappe, et qui de plus était « tous azimuts », c'est-à-dire dirigée contre personne et donc contre toute puissance nucléaire belligérante qui s'en prendrait à nos « intérêts vitaux », lesquels demeuraient naturellement imprécisés. Ce rôle de *perturbateur nucléaire endocrinien* déplut fortement aux dirigeants américains et, dans sa logique, poussa le Général de Gaulle à sortir la France du commandement intégré de l'OTAN. Allié mais pas vassal, il ne voulait pas que la France fut entraînée dans un conflit majeur pour une cause qui n'était pas la sienne.

Il se trouve que la guerre froide s'est éteinte avec la fin de l'Union soviétique en 1991. Et que les accords de maîtrise des armements et de sécurité signés dans les années 70 et 80 avaient sensiblement fait diminuer les risques d'escalade entre les deux Grands ; la construction européenne, l'engagement de l'OTAN et, surtout, la posture stratégique

de la France n'y étant pas pour rien. Plus de guerre froide, plus de dissuasion à la française ! Comme l'OTAN et pour les mêmes raisons, la dissuasion française est depuis cette époque en « état de mort cérébrale » - c'est le cas de le dire - car, si les armes nucléaires sont bien là et en état, elles ne répondent plus à aucune théorie crédible. Fait aggravé par la professionnalisation de l'armée française et par sa transformation en corps expéditionnaire engagé loin des intérêts vitaux et de ce fait dissocié de l'arsenal nucléaire. La dissuasion à la française subit une double peine : la fin du contexte conflictuel qui lui a permis de naître, la fin de la cohérence stratégique de notre appareil militaire qui l'a rendue crédible. La réalité est que les quelques deux cents armes nucléaires françaises ne servent à rien d'autre qu'à donner à la France un « statut » politique de puissance nucléaire avec le siège correspondant au Conseil de Sécurité. Cela ne remplace pas une posture stratégique et la crédibilité qui l'accompagne.

Posture et crédibilité qui pourraient renaître dans un concept de sécurité européenne. Si nous parvenons à construire un *système de sécurité européen*, au sein de l'OTAN ou, mieux, autonome par rapport à l'Alliance atlantique, selon un modèle strictement défensif, alors les armes nucléaires françaises, intégrées dans un cadre politique et stratégique cohérent, pourront à nouveau exercer leurs capacités modernisées de dissuasion, non plus du faible au fort dans un monde bipolaire, mais d'égal à égal dans un monde multipolaire. C'est à ce concept résolument novateur que doivent travailler nos stratégestes, civils et militaires, et arrêter de répéter en boucle des arguments qui n'ont plus cours depuis trente ans.

La prolifération nucléaire est la conséquence directe de cette théorie française de la dissuasion. En fait, la France est le premier proliférateur nucléaire, la Chine a suivi quelques années plus tard, puis Israël avec la même théorie mais inversée, la Corée du nord exemplaire à cet égard, etc. Mais la prolifération en cours – on pense à l'Iran en particulier – se déroule dans un contexte fort différent de celui de la guerre froide, et l'on peut (doit) imaginer ce que serait un conflit régional entre l'Inde et le Pakistan ou, bientôt, entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Si la dissuasion telle que nous l'entendons à travers le « non-emploi » n'a plus de support ni géopolitique ni intellectuel, nous en revenons aux

doctrines initiales telles qu'elles étaient conçues aussi bien par les Américains que par les Soviétéo-Russes, celle de la « terreur nucléaire ». Sauf qu'entretemps la capacité des défenses antimissiles s'est développée au point de rendre incertaine l'efficacité d'une première frappe. La riposte graduée reprend alors ses droits, évitant la fatalité du « tout ou rien », mais on voit bien dans la retenue actuelle (provisoire ?) que les uns comme les autres retardent le moment de déclencher l'engrenage. Depuis soixante ans et la crise de Cuba, nous n'avons jamais frôlé de si près la déflagration des atomes.

Pour revenir à l'actualité, dans ce contexte de peur et de non-dissuasion, l'hypothèse de l'emploi d'armes dites NBC – pour Nucléaire, Biologique, Chimique – fait partie des probabilités qui ont été en partie expérimentées ailleurs (Syrie en particulier, mais aussi guerre Iran-Irak) et qu'il faut envisager avec sérieux et sang-froid. Si Poutine bombarde Marioupol dans les prochains jours avec des armes chimiques pour anéantir les « durs » de la brigade Azov, nous n'aurons aucune réponse à ce niveau, sauf à faire le pas qu'avec une belle unanimité nous nous refusons de franchir. Ce qui signifie que si Poutine doit échouer, il fera tout pour nous entraîner dans sa chute.

La logique des empires

Du plus loin de l'histoire humaine, la construction politique majeure est celle des empires. C'est celle des peuples qui, sous la férule d'un chef, se rassemblent pour élargir leur horizon et accroître leurs moyens d'existence. Pendant trois mille ans, les empires, les uns à la suite des autres, ont ponctué la vie collective de l'humanité ; leur cours n'a été interrompu qu'en 1919 par les divers traités qui ont clos la première guerre mondiale. Les empires russe et chinois étaient tombés peu avant, au début du siècle, suivis alors par les empires allemand, austro-hongrois et ottoman. Mais les empires maritimes (ou coloniaux) ont survécu au séisme du Traité de Versailles, moins d'un demi-siècle il est vrai. Après l'effondrement de l'empire militaire japonais puis la dissolution des empires coloniaux européens, seul demeurait survivant et hégémonique l'empire américain.

La deuxième construction collective est celle des villes. L'Etat a commencé par diriger la cité, non seulement lieu de gouvernement,

mais centre de vie, d'économie et de culture. C'est pourquoi dans les guerres que se livrèrent les empires les enjeux furent toujours les villes et que la plupart des batailles portent des noms de villes, de l'antique Troie aux malheureuses villes ukrainiennes d'aujourd'hui. Au contraire des grands espaces que revendiquent les empires, les cités, en rassemblant les capacités humaines en un lieu donné, agglomèrent les richesses commerciales, les ateliers de fabrication, les biens culturels, bref ! les savoir-faire. Et c'est ainsi que, dans leurs conquêtes, les constructeurs d'empire s'ils ont souvent jalonné leur chemin de villes nouvelles, ont aussi détruit les cités renommées qui leur faisaient ombre et concurrence. Le Kremlin pourrait anéantir Kiev la religieuse et résistante qui lui rappelle trop un empire lointain, mais qu'en sera-t-il alors d'Odessa la multiculturelle, de Kharkiv l'intellectuelle, etc ?

Le génie politique du Cardinal de Richelieu est d'avoir bâti ce qui est devenu la référence en matière de gouvernance : l'Etat-Nation ; et celui de son successeur Mazarin d'avoir réglé leurs relations lors des Traités de Westphalie en 1648. Cette organisation du monde a prévalu depuis deux siècles en Europe avant de s'étendre au monde entier où l'ONU compte 193 Etats, par principe égaux et souverains. Tous les empires défaits au XX^e siècle ont éclaté en Etats-Nations dans une cohérence plus ou moins grande, à l'exception notable des Etats-Unis qui, insularité oblige, se sont constitués en empire mondial à partir de la nation américaine.

Cet isolement américain qui frisait à l'hégémonie ne pouvait être longtemps tenable. Hormis la rivalité économique de la Chine pour la domination du marché mondial, ce sont les Américains eux-mêmes qui ont dénoncé leur propre impérialisme : en ruinant leur nation de l'intérieur d'abord, en cultivant leur mauvaise conscience raciste ensuite, en abandonnant leurs obligés extérieurs enfin. Leur effondrement politique et moral depuis l'attentat inouï du 11 septembre 2001 a donné des idées à tous leurs concurrents et adversaires, notamment aux humiliés et aux frustrés, ceux qui ont le sentiment d'avoir été éjectés de l'histoire mondiale : les anciens empires continentaux.

Le réveil géopolitique de la Chine, de la Russie, de la Turquie, mais aussi de l'Iran ou du Brésil, nous indique que la construction politique

initiale de l'humanité n'a pas dit son dernier mot. L'historien Jean-Baptiste Duroselle avait gravé dans le marbre, croyait-on, la formule selon laquelle « *Tout Empire périra* » ; il n'avait pas vu assez loin car la tentation de tout empire est de renaître et l'histoire des empires n'est pas finie. L'Etat-Nation demeure une formidable idée pour fixer les peuples sur un territoire et articuler les relations internationales. Mais c'est une idée contestée par les empires dont l'incertitude des frontières - et donc la crainte obsidionale de leur sécurité – les entraîne à brutaliser l'échiquier mondial et à rompre, aux nom d'intérêts souvent imaginaires, l'équilibre et la paix des nations.

La tectonique des plaques impériales s'est donc remise en marche. La Chine avait initié le mouvement avec le Tibet, suivi du Xinjiang, en attente de Taïwan, sans compter les villes-concessions comme Macao et Hong-Kong. A son propos, n'oublions pas la partie de la Sibérie orientale qui lui fut ôtée lors des traités inégaux d'Aigun en 1858 et dont le musée dédié de Heihe au bord du fleuve Heilongjiang (Amour) maintient la mémoire vive. La Russie, cet immense continent sans frontières naturelles (sauf les océans Arctique et Pacifique au nord et à l'est) n'a cessé dans l'histoire, d'une part de se protéger à l'ouest contre « l'empire européen », d'autre part de conquérir des positions vers les « mers chaudes » via la mer Noire et la Caspienne au sud. Après la Transnistrie moldave, l'Ossétie géorgienne, la Crimée, le Donbass ukrainien, et aujourd'hui l'Ukraine dans sa totalité, Poutine présente les mêmes obsessions que ses grands prédécesseurs, les Ivan le Terrible, Pierre le Grand ou la Grande Catherine.

Il faut que la guerre d'Ukraine mette un terme définitif à cette logique d'empires et sauve la construction moderne et équilibrée de l'Etat-Nation. Que les Empires périssent enfin et que Duroselle ait raison. Peut-être faut-il cette ultime épreuve pour que tous les peuples comprennent enfin qu'il leur faut éradiquer le vieux système impérial et accorder plus de souplesse à cette ancienne « tectonique des plaques » impériales qui, si elle était laissée à elle-même, pourrait ramener l'humanité à l'âge de pierre.

Journal de la guerre 6

J + 24 – 20 mars 2022

Comme prévu, la guerre s'embourbe ; elle n'aura donc pas de solution militaire à moyen terme et il faudra trouver la fenêtre par laquelle faire entrer un peu d'air diplomatique. En attendant que les positions s'assouplissent de part et d'autre, les bombardements continuent comme à l'exercice, avec cynisme, sans autre efficacité que de détruire et de tuer mais, chaque jour davantage, en renforçant l'hostilité sinon la haine des Ukrainiens martyrisés. Dans ce contexte tendu, les regards se tournent vers la Chine, auréolée par la Russie poutinienne d'une « amitié sans limite » selon le communiqué sino-russe du 4 février dernier. Le Président Xi Jinping détient probablement la clef du problème, mais dans des conditions et à des nuances qu'il faut explorer.

En effet, la Chine « renaissante » va vouloir profiter de la situation, *primo* pour « bétonner » ses divers acquis depuis trente ans, *secundo* pour faire bouger les lignes d'un ordre mondial à ses yeux inéquitable ; mais, surprise comme tout le monde par un engrenage guerrier qu'elle n'avait visiblement pas anticipé, elle va se donner le temps d'analyser les événements et surtout d'inventorier les avantages qu'elle peut en retirer et donc, in fine, le « *tao* » - la voie - qu'elle va suivre dans les semaines à venir. Il paraît donc y avoir une divergence de taille entre l'urgence d'arrêter les massacres et la traditionnelle prudence de l'Empire du Milieu à investir ses talents sans de sérieuses assurances de résultat.

Premier point : la Chine a la même « obsession » de sa sécurité que la Russie, ce qui est le propre des empires continentaux ; la « Grande Muraille » est encore là pour en témoigner. Mais la configuration géographique est différente et le glacis protecteur de l'Asie centrale n'est comparable en rien à l'Europe orientale, même si le Xinjiang pose un problème identique à celui de l'Ukraine, celui du séparatisme. Mais autant les Chinois peuvent réduire les Ouïgours au silence sans bouleverser l'ordre mondial, autant les Russes ont mal apprécié, d'une part la capacité de résistance des Ukrainiens, d'autre part le retentissement mondial que cause l'agression dont ils sont victimes. Il

y a là une certaine concordance géopolitique qu'on retrouve ailleurs dans leurs conceptions politiques : la *vie humaine* n'a pas de valeur ; seul le collectif est important - et un collectif idéalisé telle la « Grande Russie » ou, pour les Chinois, la supériorité du peuple « han ». Il faut donc, pour ces deux systèmes impériaux, sacraliser à la fois le territoire et le peuple, thèse bien connue de tous nos nationalistes extrémistes.

Deuxième point : La Chine paraît incontournable pour trouver une issue à cette guerre sans faire perdre la face à son ami russe, d'une part en raison de cette amitié, d'autre part par défaut. En effet, ni les Etats-Unis ni aucun pays européen ne semblent en mesure de trouver audience auprès de Poutine tant les uns et les autres symbolisent à l'excès cet « Occident » honni par le tyran russe. On aurait pu compter sur le Premier ministre israélien mais, manifestement, Monsieur Bennett ne fait pas le poids malgré le statut nucléaire d'Israël et son importante population d'origine russe. Les Etats-Unis de Jo Biden ont par ailleurs brûlé, entre autres, leurs vaisseaux diplomatiques en traitant Poutine de « criminel de guerre », ce qui est avéré mais peu approprié pour une éventuelle médiation. La réunion du 14 mars à Rome entre Jack Sullivan, le secrétaire du Conseil National de Sécurité américain et Yang Jiechi, le responsable des Affaires étrangères au Comité Central du PCC, peut signifier un *passage de témoin* entre les Etats-Unis et la Chine pour tenter de ramener la paix en Eurasie, passage confirmé lors de la discussion au sommet le 18 mars entre les deux présidents. En Europe, seule la France pourrait prétendre être un interlocuteur possible et valable, pour des raisons aussi stratégiques que circonstancielles – la présidence européenne ; mais la condescendance ouvertement affichée de Poutine à l'égard du Président français ne milite pas pour ce type d'ouverture. On ne voit pas qui, mieux que Xi Jinping, pourrait trouver le chemin qui conduit à Poutine : il va y falloir une qualité de diplomatie à laquelle les caciques de *Waijiaobu* – le ministère chinois des Affaires étrangères – ne nous avait pas habitués ces dernières années ; et il va aussi falloir « inventer » une politique extérieure autrement ambitieuse que celle du mercantilisme et de la sécurité rapprochée qui en sont les faibles moteurs. En clair, la Chine doit enfin se hisser au niveau de responsabilité et d'initiative d'une « puissance mondiale » et plus seulement de « passager clandestin » et hypocrite d'un ordre qu'elle dénonce alors qu'il l'a si bien servie.

Troisième point : la Chine est avant tout pragmatique ; les grands principes humanitaires et juridiques la laissent de marbre et elle ne cherche en toute chose que son intérêt. En l'occurrence, quel est-il ? Les Chinois veulent trois choses : 1/ être *partie prenante* (et non plus partie soumise) de « l'ordre mondial », c'est-à-dire concourir à en redéfinir les termes, ce qui est d'ailleurs un point commun avec les revendications du président russe ; 2/ avoir les mains libres dans sa *zone d'influence*, principe premier d'un ordre impérial ; outre le Xinjiang et Taïwan qui font partie intégrante de la Chine, le sujet essentiel est celui de *l'Asie centrale* dont on sait qu'elle est un réservoir d'hydrocarbures en même temps que le passage obligé des « routes de la soie », réplique chinoise des routes maritimes qui firent la fortune des Anglo-Saxons ; 3/ poursuivre leur *développement* économique sans entraves, clé de la pérennité au pouvoir du PCC, traduit par l'objectif de l'harmonie sociale avant 2050. En réalité, les Russes, hormis la question de l'Asie centrale dans laquelle ils seraient d'ailleurs perdants, ont peu à voir avec ces objectifs chinois ; ceux-ci concernent d'abord les Américains, dont le *nihil obstat* serait indispensable pour permettre à Xi Jinping de faire une offre valable à Poutine. C'est dire si l'Ukraine est éloignée des préoccupations chinoises. Mais – et ce « mais » est décisif – les Chinois ne peuvent non plus tolérer de voir le peu d'ordre restant dans le monde devenir un chaos dans lequel ils sont assurés que, non seulement la vie internationale entrera dans une zone de turbulences imprévisibles, mais aussi que les circuits économiques dont ils dépendent encore à 40 ou 50% de leur économie seront perturbés au point de remettre en cause les objectifs sociaux et politiques du Parti. L'espace de manœuvre diplomatique chinois est donc un « trou de souris » auquel les Célestes sont peu et mal préparés et qu'il n'est guère dans leurs habitudes de pratiquer. Mais il n'y a pas d'autre choix et il faut compter sur leur opportunisme. La crise (en mandarin : *weiti*) signifie pour eux aussi bien danger qu'opportunité. Voilà l'occasion pour la Chine de prouver qu'elle mérite sa position de puissance mondiale et d'entrer par la grande porte dans l'histoire du XXI^e siècle.

Quatrième point : Taïwan. Quelques bons esprits ont cru avisé de comparer les velléités de conquête russe sur l'Ukraine et l'hypothétique réintégration de Taïwan « par la force » dans la nation chinoise. S'ils avaient jamais eu l'idée farfelue de faire débarquer un corps

expéditionnaire de l'APL pour récupérer Taïwan, les caciques du Bureau politique vont sans doute y réfléchir à deux fois. Pour au moins deux raisons. *La première* est évidente et c'est celle de la « résistance ukrainienne ». Qui peut imaginer que les Taïwanais, indépendants de fait depuis 1949 et démocrates depuis plusieurs décennies, se laisseraient envahir sans le faire payer un prix exorbitant aux éventuels assaillants du continent ? Si retour à la mère-patrie il doit y avoir un jour, il ne pourra se faire que par « entente cordiale » ou soumission de l'un des deux, mais certainement pas par une destruction ruineuse. *La deuxième* est plus grave pour les Chinois. Les Russes sont en train de démontrer que le *modèle d'armée offensive* dont les Chinois se sont inspirés et dotés à grands frais est piteusement mis en échec dans la configuration d'un conflit contemporain. Comme très souvent dans l'histoire militaire – référence à Vauban notamment –, l'avantage est aujourd'hui à la *défensive*. Il est considérable car procuré par les quatre facteurs redoutables que sont le tissu urbain, les armes antichars et antiaériennes, les contre-mesures électroniques et les aspirations populaires à la liberté. Les Russes devraient pourtant s'en souvenir qui ont résisté à Léninegrad et à Stalingrad contre la Wehrmacht, exemple quasi parfait d'une armée offensive ; et qui ont dû raser Berlin en 1945, ne l'oublions pas, et qui ont aussi détruit Grozny et Alep plus récemment. Je serais « *jiangjun* » (général) en exercice dans l'armée chinoise, je me permettrais de faire remarquer respectueusement aux camarades éminents de la direction du Parti que leur modèle d'armée, si chèrement mis au point depuis trente ans, s'il fait forte impression sur les attachés militaires lors des défilés de la place Tian'anmen, me semble aussi peu opérationnel que celui de la vaillante armée russe face à Kharkiv, à moins qu'il soit aussi corrompu, ce qui ne serait pas invraisemblable.

En conclusion de ce regard tourné vers la Chine à l'occasion de la guerre en Ukraine, je pense que l'Empire du Milieu devrait procéder à une révision complète de sa vision du monde, du continent eurasiatique, de ses capacités militaires et, bien sûr, de son appareil diplomatique et des principes qui l'inspirent. Si la Chine veut être au « milieu » comme l'indique son nom *Zhongguo*, c'est d'abord à elle de faire l'effort de se diriger vers le « centre » du monde, là où se trouvent tous les hommes de bonne volonté.

Journal de la guerre 7

J + 24 – 22 mars 2022

Après bientôt quatre longues semaines d'une « *opération militaire spéciale* » qui visait à libérer l'Ukraine des méchants « néo-nazis » qui l'oppressaient, aucun des buts politiques supposés de Vladimir Poutine ne semble atteint ni sur le terrain ni dans l'opinion publique mondiale. Du moins est-ce le constat objectif que serait en droit de faire un modeste observateur européen. Certes, d'après la propagande, les reportages sont mensongers, les vidéos truquées et les morts provoqués par les anti-russes aux abois ! Mais peut-on sérieusement masquer la réalité, peut-on encore longtemps dans les pays totalitaires (Russie bien sûr mais Chine et tant d'autres...) mentir aussi effrontément aux populations ? Je crois que l'histoire finit toujours par être connue dans ses tours et ses détours, dans ses grandeurs et ses perversions, parce que le propre des hommes est de se souvenir et de se raconter. S'ils veulent échapper à leurs tourments, ils savent que seuls le remords et la confession peuvent les en soulager. Malgré les bourrages de crâne d'où qu'ils viennent, nous saurons tout de la stupéfiante agression de l'Ukraine par son soi-disant frère slave. Ne pas supporter d'avoir un « frère cadet » qui s'émancipe et sorte du cadre familial pour vivre sa vie, tel semble être le ressort psychanalytique de cette désastreuse histoire.

Un complot stratégique ?

Mais il ne faudrait pas ignorer l'autre ressort, celui de la « grande stratégie » qu'analyse l'éditorial d'Evariste dans le numéro de ResPublica du 20 mars. Autant sa thèse de la « *guérilla ukrainienne* » me paraît pertinente et doit même nous servir d'exemple et, je le souhaite, de modèle pour la défense européenne à venir, autant celle du « *complot de l'Occident* » pour pousser Poutine à la faute me semble pas moins que farfelue et relever d'un machiavélisme supposé qui émanerait des divers dirigeants du monde. Ainsi, il faudrait remonter un an en arrière où des organes de renseignement (américains mais pas seulement) auraient alerté sur la dégradation de la situation aux marches ukrainiennes et sur l'imminence de l'extension du conflit. La guerre aurait été prévisible, et les abandons piteux et précipités d'Afghanistan

par les Etats-Unis et du Mali par la France n'auraient été que des replis stratégiques, sortes de « signaux de faiblesse » adressés par les Occidentaux à Poutine pour lui laisser le terrain libre et l'inciter ainsi à se lancer dans l'aventure guerrière. En quelque sorte, une prise de judo insolite envers un expert de l'art qui serait tombé dans le piège à pieds joints ! Surprenant, non ?

Cette thèse devrait régaler les tenants du complotisme selon laquelle quelques mauvais génies tirent les ficelles des marionnettes étatiques ; je la crois aussi stupide que dangereuse dans la mesure où elle veut toujours tout expliquer et justifier comme si la vie du monde était condamnée à une « intention » logique alors que nous savons d'expérience que le hasard, les circonstances et la folie des hommes sont les véritables moteurs de l'histoire. Pour rester un instant encore sur l'examen de cette thèse, faire croire au génie stratégique des Biden, von der Leyen, Stoltenberg et consorts otaniens, me paraît pour le moins osé. Si cette cohorte de politiciens avait un sens stratégique aussi affûté, cela se saurait depuis longtemps et nous n'en serions pas là, à moins de les affubler d'une capacité de dissimulation et d'un cynisme tels qu'il faudrait les traduire un jour devant des tribunaux.

Une autre thèse, encore plus nauséabonde, validerait la montée en puissance d'une armée ukrainienne bientôt dotée d'armes bactériologiques et nucléaires et prête à se lancer à la reconquête des territoires perdus, la Crimée en premier lieu. Tout cela fomenté bien sûr par les diaboliques Américains et par leurs marionnettes otaniennes et européennes mentionnées ci-dessus. Poutine, n'écoulant que son patriotisme, aurait alors entrepris de « démilitariser » et « dénazifier » son agressif voisin. CQFD. Il y a des jours où l'on se sent en droit de douter de l'intelligence des hommes.

La guérilla high tech

Le deuxième volet de la thèse d'Evariste est en revanche plus crédible ; il est même d'une acuité quasi prophétique. C'est celle de la reconstruction, à bas bruit, d'une armée ukrainienne réorganisée sur un mode défensif décentralisé, entraînée à employer les moyens de la guérilla « *high tech* » expérimentés avec succès sur d'autres théâtres d'opérations, et capable - c'est l'essentiel - de faire face avec succès à

la soi-disant puissante armée blindée russe : une réalité qui modifie radicalement non seulement le cours de la guerre mais qui devrait bouleverser pour longtemps la polémologie autant que la stratégie. J'y reviendrai plus loin, mais nous devrions tous, Français et Européens, réfléchir à ce modèle qui fait héroïquement ses preuves depuis un mois et renvoie les succédanés de la Wehrmacht dans les catacombes de l'histoire.

Revenons sur le théâtre d'opérations. Faute d'un deuxième échelon capable de relever des troupes très éprouvées par un mois de combats acharnés et meurtriers, faute d'un plan de bataille alternatif, l'état-major russe est condamné à se terrer dans une guerre de tranchées pour échapper aux commandos armés d'antichars et d'antiaériens redoutables, à investir les villes et à les bombarder aveuglément, et donc à s'embourber autant dans le temps que dans l'espace. Militairement parlant, ce n'est pas bon signe ! La question qui se pose aujourd'hui n'est plus celle de l'échec avéré de l'« opération militaire spéciale » mais celle de la guerre de positions et du temps long qu'elle suppose.

La Russie de Poutine, mise au ban économique de la planète, peut-elle se permettre une guerre ouverte (et coûteuse) de longue haleine ? Si oui, comment renouveler ses ressources militaires et techniques sachant qu'il a usé l'essentiel de son corps de bataille et dépensé son stock de missiles ? Si oui, face au nationalisme ukrainien soutenu par tout l'Occident, comment ne pas être assuré de perdre et de mettre en péril non seulement son régime mais aussi l'avenir de la Russie ? Si non, il faut en sortir au plus vite, soit par la diplomatie qui semble suspendue, soit par une escalade qu'on peut imaginer en pire. Nous sommes effectivement parvenus au tournant de la guerre où, sans le succès d'un gage territorial majeur mais avec l'humiliation d'une armée décimée (un sur dix), Poutine peut être tenté – perdu pour perdu – de jouer son va-tout et de faire des exemples. D'abord, s'il n'arrive pas à éliminer la brigade Azov de Marioupol, ses habitants pourraient se trouver « traités » par divers produits interdits comme le chimique ou le bactériologique ; à cet égard, de vieux stocks soviétiques doivent encore traîner dans les soutes du Kremlin. Enfin, - *ultima ratio dictatoris* - s'il ne parvient pas à investir Kiev et à faire tomber la capitale, elle pourrait subir une frappe nucléaire et être rayée de la carte. Sans que personne ne réagisse dans le monde, sauf en vives

protestations et en menaces d'être encore plus virulent la prochaine fois. La Russie n'aurait plus alors de « remords ukrainien », celui de ses origines et de son cœur historique. Elle serait face à elle-même, face au monde, face à l'histoire. Et Poutine terminera lamentablement sa pitoyable odyssée, comme un Mussolini, comme un Ceausescu...

Le cas biélorusse

Par parenthèse, je ne veux pas omettre d'évoquer une « annexe » possible du plan d'opérations initial, à savoir une intervention biélorusse. L'équivalent de deux armées russe et biélorusse (environ 40 000 hommes) stationne dans l'ouest biélorusse, au nord de la frontière ukrainienne, prêtes sur ordre à se lancer dans la conquête de Loutsk et plus au sud de la capitale régionale Lviv (la Lemberg d'avant 1918). Trois paramètres doivent être pris en compte qui expliqueraient l'attentisme d'une telle action dont on peut supposer que les effets sur les arrières ukrainiens et sur les voies d'accès à la Pologne seraient déterminants pour la suite de la guerre. D'abord Alexandre Loukachenko, le Président biélorusse, au vu de la tournure des événements, ne serait plus aussi allant que le prévoyait le Kremlin ; son calcul pourrait bien être de ne pas insulter l'avenir. Ensuite la nature du terrain en cette période de « raspoutitsa » ; les marais du Pripiat, où s'illustra la résistance polonaise contre les Soviéto-Nazis en 1939, constituent un obstacle naturel parcouru de rares axes et donc peu propice à une opération de force qui serait facilement contrariée par l'armée ukrainienne. Enfin la valeur opérationnelle des forces d'invasion en question, constituées de conscrits, sans doute peu enthousiastes d'aller périr enlisés dans ces célèbres marécages. Dans ces conditions, le sixième front biélorusse pourrait bien demeurer sur ses positions et les arrières ukrainiens demeurer relativement épargnés.

Le modèle ukrainien

Sur le plan militaire, les Ukrainiens nous montrent la voie. Depuis 2014, à partir d'une armée de modèle soviétique sans valeur opérationnelle, ils ont construit – avec l'aide soutenue de formateurs otaniens, il faut le souligner - un appareil défensif décentralisé dont l'efficacité actuelle laisse admiratif. En outre, ils ont formé au cours de ces huit années sur le front du Donbass, des dizaines de milliers de

jeunes soldats, familiers des armements modernes et rompus aux rigueurs de la vie en campagne. Ce ne sont pas 200 000 hommes que compte désormais l'armée ukrainienne mais probablement 4 à 500 000 « combattants » entraînés, motivés et équipés, sans compter une garde territoriale peu aguerrie mais d'égale ampleur. Dans ces conditions et selon les ratios en vigueur, il faudrait à l'armée russe disposer d'au moins un million d'hommes pour espérer s'emparer du pays et le « tenir ». On en est loin, les forces résiduelles du corps de bataille russe se montant probablement aujourd'hui 22 mars à 100 ou 120 000 hommes au mieux. Ce *modèle défensif* que permettent les nouveaux armements « anti » - et qui ressemble par ailleurs au très efficace système suisse - est sans doute celui dont les armées du XXI^e siècle devraient s'inspirer si elles veulent résister aux agresseurs impériaux.

En France, nous devrions revisiter un modèle d'armée qui n'a guère fait ses preuves, loin de là, pour ne pas dire qu'il a subi des échecs depuis les diverses mutations auxquelles on l'a soumis depuis trente ans. Cela n'enlève rien à la valeur combative reconnue des soldats français, mais met en lumière des choix stratégiques malheureux, timides et inadaptés. L'armée française de la guerre froide s'est progressivement transformée, sous des pressions extérieures (budgets en forte baisse, suspension de la conscription et passage à la professionnalisation) et avec le consentement actif du commandement, en armée de projection, en fait en corps expéditionnaire dont les exigences opérationnelles et logistiques réduisaient à pratiquement rien les forces du territoire. On ne peut, comme sous le Second Empire, avoir une armée d'intervention tous azimuts (Crimée, Italie, Mexique...) et parvenir à résister à l'invasion (Sedan, Metz 1870). Toutes choses égales par ailleurs, nous sommes dans une configuration proche de celle qui prévalut sous Napoléon III et à laquelle « il ne manquait pas un bouton de guêtre ». Le résultat de cette inconscience stratégique : deux guerres mondiales et leurs lointaines conséquences dont la guerre en Ukraine est une dramatique illustration.

Dans les réflexions qui sont conduites ici ou là et dont je perçois les signaux faibles, ne nous trompons pas de stratégie. Aurions-nous maintenu une armée de Terre à 256 000 hommes et dotée de 800 chars de bataille avec ses composantes techniques et logistiques dites de « haute intensité », nous ne serions pas mieux à même d'intervenir

aujourd'hui *pour* l'Ukraine et nous n'aurions pas pour autant dissuadé Poutine de lancer sa sale guerre. Le problème n'est donc pas « quantitatif », ce n'est pas une question de « puissance » ; l'enjeu en revanche est celui de notre *sécurité globale*. Et celle-ci ne peut provenir que des trois cercles que sont 1/ la capacité de *prévention* par les services de renseignement au sens le plus large ; 2/ la capacité de *protection* que fournirait le maillage dense d'une « défense territoriale » couplée aux défenses maritime et aérienne ; 3/ la capacité de *dissuasion* qui est le propre de nos forces nucléaires.

Retrouver le *continuum défense-sécurité* à travers ces trois concepts nous ferait revenir aux origines des années 1960 et à la stratégie gaullienne qui était consacrée à la seule défense de nos intérêts nationaux vitaux. Mais en soixante ans le monde et l'Europe se sont transformés : au monde bipolaire manichéen a succédé un monde multipolaire régionalisé et complexe. Tout en conservant ses invariants, la stratégie de la France doit s'adapter aux circonstances ; les unes ont trait à l'indispensable *solidarité européenne* démocratique ; les autres dépendent de la *révolution technologique* en cours.

Sur le premier point, si l'on s'inscrit dans le cadre d'une conception strictement défensive de notre sécurité nationale, il saute aux yeux de n'importe quel profane que celle-ci ne peut se résoudre à une « forteresse française » ; que la sécurité englobe nécessairement notre environnement spatial et qu'elle ne peut être disjointe de celle de nos voisins. Ne serait-ce que pour la raison cruciale de la maîtrise de l'espace aérien dont une éventuelle interdiction suppose de la distance. Ne serait-ce surtout pour la raison essentielle que nous partageons la même idée de l'homme. Pour me faire comprendre, si la défense doit demeurer nationale pour des questions pratiques et politiques, la sécurité ne peut être que collective et rapprochée (pour être crédible), donc européenne.

Sur le deuxième point – et l'exemple ukrainien est probant – la révolution technologique en cours crée le renversement du rapport des forces qui donne enfin l'avantage à la défensive après un siècle d'« offensive à outrance ». Lorsque les systèmes militaires sont exagérément offensifs, ils invitent à l'agression et à la guerre ; lorsqu'ils

sont strictement défensifs, ils inspirent le respect et la sagesse de rester chez soi.

Je développerai par ailleurs et plus tard ce que devrait être un « livre blanc européen » sur la sécurité. Les querelles de l'OTAN, de la défense européenne et autres discussions sans fin sur lesquelles les Européens ne se mettront jamais d'accord me paraissent aujourd'hui dérisoires au vu d'abord de ce qu'il se passe en Ukraine, à nos portes, et au regard ensuite des enjeux qui sont ceux du « sort de l'Europe ».

Journal de la guerre 8

J + 30 – 28 mars 2022

Plus d'un mois de guerre, la routine des bombardements, des flots ininterrompus de réfugiés, une Ukraine dévastée et « glorieuse », un Occident uni mais impuissant, des sanctions discutables et peu efficaces, une Russie hermétique avec un Poutine en échec : un désastre total et une fragilisation générale de toutes les architectures mondiales plus ou moins équilibrées et stabilisées, savamment échafaudées depuis plus d'un demi-siècle.

Point d'orgue du désordre du monde ou premier pas vers les abysses ? Les deux sans doute, sans qu'on puisse discerner ce qui sépare le premier du second, de la dévastation d'un pays au tangage du monde. Les sujets ne doivent pas être disjoints ; l'*escalade* a de nombreux barreaux mais, des uns aux autres, les voies sont diverses et, à mesure des événements, peuvent se révéler transgressives ; l'*engrenage* est un mécanisme dont on a vu dans le passé qu'il enfermait presque toujours son protagoniste dans une spirale infernale. C'est bien cela, la contingence des phénomènes : une incapacité à prévoir, une impuissance à agir. Et, au-delà, le déploiement inexorable de l'arc des urgences que tendent les « cavaliers de l'Apocalypse » - guerre, pandémie, famine et dévastation de la planète

S'agissant de l'*escalade*, elle se situerait du **côté occidental** et tout, jusqu'à présent, laisse à penser qu'elle sera bloquée au plus bas de l'échelle, en tout cas retardée jusqu'au bout du supportable, cette fameuse « ligne rouge » qui, comme l'horizon, s'éloigne à mesure qu'on pense s'en rapprocher. Le bilan dérisoire des trois sommets consécutifs de l'OTAN, du G7 et du Conseil européen, révélé par la vacuité des déclarations et la frilosité des engagements, confirme le maintien de ces trois entités sous le seuil de belligérance. Tous unis certes, mais désemparés par ce qui échappe non seulement à l'entendement des logiques économiques mais surtout à la compréhension de la spirale guerrière. Et ces trente pays occidentaux, même s'ils sont riches et innovants, paraissent bien isolés parmi les deux cents nations du monde, bien peu représentatifs des 8 milliards d'habitants de la planète, bien dépendants des approvisionnements

périphériques vitaux. L'agitation otanienne et les renforts substantiels de troupes américaines n'auront aucun poids pour aider l'Ukraine à repousser l'envahisseur, ce que déplore le Président Zelensky. Car le problème qui est posé aujourd'hui n'est pas celui de la sécurité des pays membres de l'OTAN mais bien celui de la survie de l'Ukraine.

S'agissant de l'*engrenage*, il est manifestement du **côté russe**. Il semble que le diable se soit échappé de sa boîte et que le recours ultime à la raison soit devenu chimère. L'armée russe, c'est maintenant assuré, est en échec sur tous les fronts ; un échec coûteux en personnels, en matériels et donc en capacité d'action. Le maillage urbain a piégé une armée mécanisée peu adaptée et mal préparée à ce type de combat. Les morts de nombreux généraux, habituellement en position arrière dans leurs PC, démontrent la connaissance de leurs emplacements, la vulnérabilité de leurs communications et l'audace de leurs attaquants. Le taux d'attrition des forces engagées (de 20 à 30% selon les sources) est unique dans les conflits récents ; il signifie que le corps de bataille russe engagé il y a un mois, physiquement et moralement épuisé, à court de ravitaillement et de relève, ne serait plus opérationnel. Hormis quelques avancées sur le cours inférieur du Dniepr, les armées engagées sont partout stoppées, obligées de s'enterrer, voire de décrocher. Cet échec est certes un succès pour la défense ukrainienne qui ne faiblit nulle part et se permet même de contre-attaquer par endroits, mais il pourrait devenir un danger pour les prochains jours. En effet, Poutine ne peut avoir engagé l'essentiel de l'armée russe – pilier principal de son pouvoir - pour être contraint de rentrer à la maison la queue entre les jambes ; ce serait une humiliation de plus et son régime n'y résisterait pas.

Il lui faudrait donc revoir ses objectifs stratégiques sinon ses buts politiques. Lorsque le Général Routskoï, sous-chef opérations de l'état-major russe, s'est exprimé récemment pour indiquer qu'il limitait ses objectifs tactiques au seul Donbass en refermant la tenaille Kharkiv-Marioupol, il restait à son niveau « opératif » et ne préjugait nullement d'un abandon des autres ambitions. Les combats des prochains jours vont donc se concentrer dans cette région très urbanisée où la défense ukrainienne est fortement installée ; sa conquête pourrait être le gage territorial – avec la zone reliant à la Crimée – qui satisferait Poutine *a minima* et l'inciterait peut-être à ouvrir des négociations sérieuses.

Mais la révision des objectifs tactiques ne signifie pas pour autant l'annulation des buts de guerre. S'être mis au ban des nations, avoir détruit un pays voisin et affaibli considérablement sa propre économie ne pourrait se justifier par le seul gain du Donbass et de la rive nord de la mer d'Azov. Tout ça pour ça ! Par ailleurs, rien ne laisse à penser que le pouvoir poutinien serait ébranlé voire contesté même si le silence du ministre de la Défense et de son chef d'état-major ou encore celui du porte-parole du Kremlin pourraient être révélateurs de fléchissements dans l'entourage du dictateur. A ce sujet, il faut rappeler la règle d'or, à savoir qu'un pouvoir impérial a toujours besoin d'une armée disponible et de généraux fidèles. Où en est le haut commandement de l'armée russe à cet égard ? On sait, dans toutes les armées du monde, que les généraux n'apprécient guère les défaites dont ils ne se sentiraient que très partiellement responsables. On est sans doute encore loin du désaveu, encore moins d'un « putsch », mais il ne faudrait pas persévérer dans l'échec, ce qui semble être l'explication la plus plausible de cette modération des objectifs militaires.

S'agissant des buts de guerre, on voit bien que Poutine n'a rien lâché : « démilitariser et dénazifier » l'Ukraine en « terrorisant » la population, en détruisant les infrastructures, en niant l'autonomie de ce pays « existentiel ». Pour le moment, les bombardements se poursuivent sur tous les fronts, en particulier sur la capitale ; ils se rapprochent même des zones frontalières avec les attaques de sites dans la région vitale de Lviv. A l'inverse, on se rend compte que cette méthode barbare n'a d'autre impact, outre le martyr des citoyens, que de renforcer l'esprit de résistance ukrainien et d'éloigner les chances d'un armistice, encore plus celles d'un futur accord entre les parties. L'exaspération pourrait monter d'un cran dans les deux camps : l'un arc-bouté sur sa survie, l'autre décidé à en finir. En même temps que les soutes à munitions vont se vider et que la tentation va se faire forte de recourir aux extrêmes : l'héroïsme individuel pour les soldats ukrainiens, la destruction totale pour Poutine. S'il lui faut « purifier » l'Ukraine et faire disparaître l'idée même d'une province rebelle, attirée par les déviations libérales et manipulée par les tentateurs occidentaux, alors le *sacrifice de Kiev* devient possible. Et celui-ci est à la portée d'une frappe nucléaire qui réduirait en cendres cette éphémère « capitale de la félonie » après que les quatre armées russes assiégeantes se seront repliées à bonne distance

de sécurité. Il faut prendre au sérieux cette hypothèse, même si elle devrait rencontrer des obstacles : celui de la chaîne de commandement des forces nucléaires russes dont nous ignorons si elle est « sécurisée », celui d'un interlocuteur extérieur, Xi Jinping en l'occurrence, qui pourrait élever la voix et calmer le jeu. En revanche, à l'Ouest, qu'il s'agisse des Américains ou des Européens, une frappe nucléaire rasant Kiev ne provoquerait rien d'autre, outre un déluge de lamentations, qu'un blocus général de la Russie et un effort humanitaire décuplé.

Si l'escalade est bloquée d'un côté, l'engrenage est toujours actif de l'autre, et on ne voit pas comment il serait possible de sortir de cette seringue. Il faudrait une forte initiative d'ici à mi-avril pour échapper à ce qui me semble aujourd'hui encore la fatalité d'une immense tragédie.

Journal de la guerre 9

J + 32 – 30 mars 2022

Un vent d'optimisme a soufflé le 29 mars au point d'enflammer les marchés financiers, prompts à donner crédit aux rumeurs qui sont toujours propices à la spéculation ; quitte à ce qu'ils reculent le lendemain à l'observation des événements, ce qui ne manqua pas. Les marchés, comme les commentateurs médiatiques, se sont laissé impressionner par deux déclarations, l'une émanant de l'état-major russe qui annonçait une « pause » dans la bataille et un redéploiement des forces vers le Donbass ; l'autre du Président Zelinsky ainsi que des négociateurs à Istanbul qui se félicitaient de progrès « substantiels » dans leurs conversations. C'est tout juste si l'on n'envisageait pas la fin des hostilités, en tout cas un proche cessez-le-feu et le début de la fin du drame que traverse avec héroïsme le peuple ukrainien.

On l'aura compris : autant le dirigeant ukrainien, dont le pays est dévasté et la population martyrisée, est soucieux d'arrêter la tragédie dès que possible et tant que l'envahisseur a peu de gages territoriaux, autant le dictateur russe, dont les prises de guerre sont insignifiantes au regard des ambitions affichées, a tout intérêt à gagner du temps pour reconstituer des forces et reprendre son offensive sur le territoire en partie conquis qu'est le Donbass et ses deux clefs que sont Kharkiv et Marioupol.

C'est pourquoi les négociations en Turquie vont se poursuivre, probablement sans résultats tangibles mais avec quelques points d'accroche qui justifieront qu'on ne rompe pas. Les points jugés positifs hier ne permettent nullement de croire à une solution négociée sur ces bases ; le Kremlin lui-même a jugé ce premier bilan « peu prometteur ». La neutralité de l'Ukraine et la garantie de sécurité qu'elle réclame des membres du Conseil de Sécurité de l'ONU augmentés de la Turquie, d'Israël, de la Pologne et de l'Allemagne ne suffirait pas en effet à satisfaire les buts de guerre de Poutine qui, il faut le rappeler, ne sont pas moins que le retour - après « purification » - de l'Ukraine dans l'Empire russe puis, par voie de conséquence, le cantonnement de l'Occident européen sur des positions dont le contour reste à débattre. Compte tenu de l'échec de la première phase de la bataille

d'Ukraine et ce qu'il faut appeler par son nom « la défaite de l'armée russe », Poutine ne peut se prévaloir de cette situation pour exiger quoi que ce soit. Mais, comme il a gardé la main stratégique, il va revoir le plan initial et tenter, sinon de reprendre l'avantage, du moins de stopper ce qui pourrait tourner à la débâcle.

Quel serait ce plan concocté, en l'absence du ministre de la Défense et du Chef d'état-major, par le sous-chef « opérations » Routskoï qui – à la différence des deux individus précédents – est un militaire professionnel ? Revenir à la première ligne d'objectifs initiaux en y concentrant les efforts, c'est-à-dire conquérir le Donbass et refermer la mâchoire Kharkiv-Marioupol. Pour ce faire, rétablir sur ce théâtre d'opérations un rapport de forces favorable en y injectant des unités moins éprouvées ou nouvellement formées. Au nord, l'investissement de la capitale Kiev est en cours d'allègement, ce qui doit permettre d'en retirer au moins une armée (environ 20 000 hommes) qui, après un long détour par la Biélorussie et une phase de remise en condition, pourrait à nouveau intervenir dans la bataille pour Kharkiv. Au sud, la prise de Marioupol bute toujours sur la brigade Azov et serait menacée par un retour offensif des Ukrainiens venant de Mykolaïv et de l'ouest ; la troupe tchéchène de Kadyrov s'y est trouvée peu efficace et pourrait être supplantée par une brigade syrienne en cours de formation. Pour remettre un dispositif en état de se réengager dans la bataille, les délais nécessaires seraient de dix à quinze jours si tout se passe sans imprévus.

Ces délais seront-ils suffisants ou au contraire trop longs ? Une véritable course contre la montre semble engagée entre les deux adversaires. En effet, les forces ukrainiennes, dopées par leurs succès défensifs, se sont ici et là lancées dans de courtes contre-attaques. L'arrivée maintenant massive d'armements occidentaux et la relève possible dans certaines zones de l'armée régulière par la défense territoriale pourraient faciliter la reconstitution d'unités ukrainiennes capables de mener des contre-offensives sur les arrières ennemis et de déjouer la manœuvre russe. Si les forces ukrainiennes parviennent à renforcer les fronts du Donbass avant que les Russes aient réussi à réarticuler leurs unités, alors la bataille se figera en une guerre de position comme ce fut le cas dès 2014.

Nous saurons ce qu'il en est d'ici à la mi-avril, à moins que d'autres événements viennent annuler ces perspectives. En attendant, il va sans dire que l'armée russe va maintenir la pression sur toutes les villes des divers fronts en pratiquant, selon ses habitudes historiques, la destruction des villes : bombarder, détruire, terroriser, s'en prendre à la population partout où elle cherche à se réfugier. Elle l'a fait en Allemagne en 1945, elle a menacé de le faire à Berlin, Budapest et Prague pendant la guerre froide, et Poutine a repris cette tradition barbare à Grozny puis à Alep. Dans ces pays collectivistes où la vie humaine n'a aucune valeur, la pratique courante héritée des lointains Mongols de faire « table rase » de tout ce qui « dépasse » est élevée au rang des beaux-arts. Voilà ce que nous allons observer d'ici à deux semaines : courses des protagonistes aux fronts du Donbass pour favoriser ou bloquer, selon les camps ennemis, cette terrible empoignade ; bombardements incessants sur les infrastructures pour semer la désolation partout ; sauver les apparences de la négociation en lâchant périodiquement quelques éléments de langage...Au bout du compte, de deux choses l'une.

Ou le *plan Poutine bis* réussit et les Russes parviennent à s'emparer d'une ligne Kharkiv-Crimée via le Donbass et Marioupol et à enfermer dans sa tenaille le corps de bataille ukrainien, ce qui pourrait conduire à proposer l'éventualité d'un cessez-le-feu avantageux pour les envahisseurs. Cette hypothèse devrait conduire à une partition de l'Ukraine, la Russie réalisant une continuité territoriale du nord de la Crimée jusqu'à Kharkiv ; partition que les Ukrainiens n'accepteront jamais et contre laquelle ils continueront sans doute de se battre, quelles que soient les directives de leur gouvernement. Le relatif succès russe entraînerait ainsi une guerre longue que Moscou ne pourra gagner ni sur le terrain ni sur les autres fronts politique et économique. Et, dans cette guerre comme dans les sanctions qui l'accompagneront, il n'y aura que des perdants.

Ou ce plan échoue et le dictateur russe n'aura plus d'autre choix que de jouer son va-tout. Quel est-il ? Tout simplement « raser l'Ukraine » et lui interdire à tout jamais de « menacer la Russie ». L'utilisation d'armes chimiques me paraît peu probable, d'abord parce que la Russie ne devrait plus avoir de stocks de ces armes, si elle a respecté en son temps (1997) le traité d'interdiction des armes chimiques et si elle a

effectivement détruit celles encore en sa possession, conformément à sa déclaration de 2017, ensuite parce que ces armes outre qu'elles sont détestables sont aussi inefficaces. En revanche, le déclenchement d'une *frappe thermonucléaire* sur Kiev, le berceau de la Russie, permettrait d'atteindre le but de guerre principal, à savoir anéantir le gouvernement ukrainien et la volonté d'indépendance qu'il représente. Le choc serait terrible en Ukraine et en Europe ; la sidération s'emparerait du monde entier, mais personne ne réagirait. Car toute réaction ne pourrait être que de même niveau et entraînerait une déflagration mondiale, dont Chine et États-Unis seraient parties prenantes. Si Poutine rase Kiev en quelques secondes, il fera un pari majeur mais, quoi qu'il lui arrive après coup, il restera dans l'histoire, à l'égal de l'Américain Truman, comme le Russe qui aura osé briser le tabou nucléaire. Poutine y perdra sans doute son sceptre, peut-être la vie, mais à cause de lui le monde sera entré dans une nouvelle ère dont nous ne savons rien d'autre qu'elle sera effrayante. Après pratiquement trente ans d'une « mondialisation heureuse » et d'une sorte de « fin de l'histoire », la génération qui parvient aux affaires du monde va se trouver confrontée à la réalité triviale qui est celle de l'humanité : « la difficulté d'être ».

Journal de la guerre 10

J + 42 – 9 avril 2022

J'utilise cette brève « pause opérationnelle » dans les combats en Ukraine pour faire un retour en arrière, un point politico-stratégique sur le destin de cette guerre où se joue, non seulement le « sort de l'Europe » mais plus certainement le sort de l'Occident et, au-delà, celui du monde que nous disons moderne. Sans oser être péremptoire, cela me semble assuré tant l'Ukraine n'est que le symbolique « *schwerpunkt* » - le point dur - d'une histoire planétaire qui manifestait de trop nombreux hoquets depuis une vingtaine d'années. L'arrivée au pouvoir en 1999 d'un certain Vladimir Poutine, ancien et modeste « barbouze » du KGB, donne le premier signal d'un dérèglement du monde annonciateur d'une histoire imprévisible. Le 11 septembre 2001 en est le deuxième marqueur qui désorienta les Américains de leur trajectoire et les entraîna sur la fausse piste moyen-orientale où ils se perdirent. Depuis, et surtout avec les démonstrations désastreuses de l'Irak en 2003 puis de l'Afghanistan pendant vingt ans, la situation s'est partout dégradée : les *subprimes* suivis de la crise financière de 2008 qui sema le doute sur la fiabilité du capitalisme américain, le terrorisme islamique qui répandit l'incertitude dans les démocraties. Tous les ingrédients d'une crise mondiale – affirmation des dictatures, fuite en avant financière, échecs militaires, ébranlements démocratiques – étaient ainsi rassemblés et n'attendaient qu'une occasion pour se déchaîner. L'élection de Valodymyr Zelensky à la tête de l'Ukraine, son souci de suivre les orientations européennes et démocratiques de Maïdan comme sa connivence avec les États-Unis furent les gouttes d'eau qui firent déborder la fureur russe. Le point d'incandescence a été atteint à l'automne 2021, puis le pacte sino-russe du 4 février lors de l'inauguration des Jeux d'hiver à Pékin a scellé le sort de l'Ukraine.

Nous y sommes. Et le pire est devant nous car, lorsque l'engrenage de la guerre est activé, plus personne n'est en mesure de l'arrêter. Et ce pire sera très probablement nucléaire car, contrairement aux mythes entretenus sur la dissuasion – sorte d'utopie raisonnable –, l'arme nucléaire est d'abord une « arme » avant que d'être nucléaire. Et, comme toute arme, si elle est décisive, aucun acteur stratégique acculé

à la défaite, ne peut résister à l'employer ; surtout si son « but de guerre » consiste dans l'anéantissement de l'Autre : « *Ukraina delenda est* » à la manière de Caton l'Ancien citant Carthage. C'est pourquoi je répète que le pire est à venir. A cet égard, on entend dire ici et là que les peuples ne laisseront pas se réaliser un tel forfait. C'est tout simplement oublier que ce ne sont pas les peuples qui décident de l'Histoire mais les « Hommes », ceux qui possèdent le pouvoir, qui ordonnent et auxquels on obéit, soit qu'on adhère à leur mégalomanie soit qu'on soit pétrifié par la peur. Et ces « Hommes » savent pertinemment l'histoire qu'ils écrivent, une histoire accouchée dans la douleur, la ruine, la terreur. Sinon, disent-ils, les humains sont ingouvernables, notamment en démocratie où ils imaginent naïvement détenir du pouvoir et vouloir en jouir ! Si les démocraties ont pour vocation de libérer les opinions, les dictatures se donnent la mission de les façonner : les peuples anesthésiés ne bougent pas !

Inutile donc de revenir sur les causes immédiates de la guerre et sur les torts, sans doute partagés, des Russes, des Ukrainiens, des Américains, de l'OTAN, sans compter quelques autres. Il est étonnant, à cet égard, d'écouter les commentaires de tous ces « experts » qui reconstruisent l'histoire et désignent savamment les coupables. Il me semble plus pertinent (et plus modeste), alors que la suite des opérations demeure indécise, de s'escrimer à tirer les *enseignements* des diverses « fausses routes » qui ont facilité et accompagné le déclenchement de l'« opération militaire spéciale » du 24 février. Pour dire vrai, si certains réflexes ont été sains, les réflexions ne sont toujours pas à la hauteur de l'événement.

En matière de *renseignement* d'abord. On oublie trop souvent que sa qualité est, avec celles de la logistique et du commandement, un des facteurs clés de tout appareil militaire et, au-delà, de tout système politique. Être aveugle et sourd à notre époque mondialisée et informatisée condamne à l'isolement ou à la sujétion. De fait, la première observation qui s'impose est que le renseignement américain domine la scène du renseignement avec une telle supériorité technique qu'il serait présomptueux d'oser le négliger, mais qu'il n'est pas pour autant interdit d'avoir son propre réseau et une capacité de vérification. Qu'ils prêchent le vrai ou le faux, les services anglo-saxons sont incontournables et leurs « communications » font partie du jeu

stratégique. Ils ont des yeux et des oreilles sur le front russe depuis des décennies et donc des idées précises sur les modes de conduite de la Russie. Les photos satellites, lorsqu'elles ne sont pas falsifiées, comme en 1990 et en 2003 en Irak, leur indiquent en temps réel les mouvements des forces russes, leur dispositif, leur composition, peut-être même leur capacité d'action.

La deuxième observation est l'état fractionné et insuffisant des services de renseignement des Etats européens. Outre la dépendance aux Américains pour le recueil, les Européens manquent d'analystes objectifs, capables d'appeler un chat par son nom et d'interpréter honnêtement leurs informations. Hormis dans les filiales des *think tank* d'outre-Atlantique, le climat anti-américain et donc pro-russe qui règne dans ce milieu oriente les soi-disant experts vers des analyses bienveillantes voire conciliantes ; l'ambiance pacifiste qui imprègne nos sociétés écarte par principe toute éventualité guerrière. Une guerre en Europe, vous n'y pensez pas ! Cela rappelle étrangement les télégrammes de l'Ambassadeur André François-Poncet qui alertait depuis Berlin sur les prémices de la guerre et qu'on faisait passer pour un antihitlérien primaire. Le problème du renseignement européen est sa dispersion : les Anglais jouent avec les « *five eyes* », les Français ont un embryon de dispositif technique et les autres se débrouillent. Dans ce domaine où la souveraineté et le secret sont jalousement préservés, la répartition des tâches et le partage des informations, selon un protocole à négocier, seraient pourtant les étapes indispensables à franchir pour accéder à une esquisse de coordination de ce que pourrait être un futur système européen de renseignement.

S'agissant des « *fausses routes* » ensuite. J'en détecte trois : géopolitique, sécuritaire, européenne. Certes, cela fait beaucoup, mais si l'on a trop longtemps négligé le temps incertain des crises, on ne peut échapper à la cruauté du temps de guerre : il révèle la nudité des baigneurs lorsque la mer se retire. La fausse route géopolitique me paraît aveuglante : les esprits manichéens ont voulu passer d'une polarité à l'autre : bref unipolarisme américain, long bipolarisme des « deux supergrands », illusoire multipolarisme du modèle onusien. En géopolitique, deux principes doivent nous guider : la tectonique des plaques continentales et donc impériales, toujours à l'œuvre ; la rivalité des empires continentaux contre leurs concurrents maritimes initiée

après 1492, le fameux « *heartland* » de Mackinder ou l'île mondiale euroasiatique contre les îles périphériques. Ces « îles secondaires » - Angleterre, Amérique, Japon – ont dominé le monde à partir du milieu du XIX^e siècle et, profitant de l'épicentre guerrier européen, elles sont parvenues à le neutraliser stratégiquement au cours du XX^e siècle. Depuis, les îles se sont affaiblies dans des conflits multiples par des stratégies décalées et des comportements prédateurs. Le continent eurasiatique cherche à reprendre le cours de l'histoire, guidé par le duo sino-russe dont l'Inde n'est guère éloignée, ce qui représente, avec l'ajout des pays tributaires, quelques 3,8 milliards d'habitants, soit la moitié de la population mondiale. L'Europe, artificiellement reliée et assujettie aux îles anglo-américaines depuis un siècle, doit enfin décider de son sort : soit s'arrimer au continent et se rallier au trio sino-russo-indien, soit s'inventer un rôle de médiateur entre les deux entités, en aucun cas redevenir le champ de bataille mondial. Dans le premier cas, l'ex-empire germanique retrouvera son rôle-tampon historique ; dans le second, la France océanique et méditerranéenne serait la mieux placée géographiquement. On voit bien que la guerre d'Ukraine, loin de n'être qu'une « querelle de Slaves », est le prétexte mais aussi l'enjeu de cette rivalité pour la suprématie du monde.

La *dérive sécuritaire* est aussi alarmante. L'invasion surprise de l'Ukraine, par sa brutalité « aurait » réveillé de leur torpeur aussi bien l'OTAN que l'Union européenne. On se paye de mots grandiloquents pour éviter d'afficher le désarroi dans lequel se trouvent ces deux institutions ; si l'on se réveille c'est en réalité d'une longue anesthésie et, comme souvent, dans la douleur et avec un besoin pressant d'antalgiques. Si la culpabilité de l'Europe ne doit pas être sous-estimée, la querelle sécuritaire est celle de l'OTAN. Alors que l'Alliance atlantique est censée assurer la sécurité des Européens sous la houlette rassurante des Américains, nous avons tous entendu le Président Biden répéter à l'envi qu'en cas probable et imminent d'une attaque russe il ne bougerait pas, confirmant ainsi le « pivot vers l'Asie » de Barak Obama et l'éloignement de l'Europe instauré par Donald Trump. Certes, l'Ukraine n'est pas membre de l'Alliance atlantique et ne peut se prévaloir de l'article « tous pour un ». Mais n'est-ce pas l'aveu d'une grande lâcheté, après avoir formé, entraîné et équipé l'armée ukrainienne pendant plus de huit ans, de la laisser

tomber en quelques jours et de l'abandonner à son sort ? C'est bien en raison de l'inertie du Ponce-Pilate américain que Poutine s'est cru autorisé à attaquer sans risque d'escalade. C'est dire que l'OTAN américaine n'est pas fiable et que Donald Trump avait raison d'avouer que l'article 5 du Traité était tout sauf automatique. Quant à la branche européenne de l'OTAN, hormis les coups de menton de son Secrétaire Général, elle est physiquement inexistante. Combien de divisions, aurait dit le grand connaisseur Staline ? Il s'avère donc problématique de réveiller un sujet en état de « mort cérébrale » pour reprendre l'expression du Président français. Surtout lorsque le coma est dépassé et qu'on peut constater la mort physique du sujet. Soit les thuriféraires de l'OTAN sont sous hypnose, soit ce sont des « idiots utiles » du complexe militaro-industriel américain. Il faut être lucide, même si cela dérange tous les américanolâtres européens qui sont sans doute encore majoritaires : l'Europe n'est plus au cœur des intérêts stratégiques de Washington, mais sa vassalité reste nécessaire pour les équilibres géopolitiques ; l'OTAN doit demeurer, sous contrôle, la courroie de transmission euratlantique.

Le réveil européen est une autre fiction, car l'Europe ne va guère mieux : asservie aux énergies fossiles russes, tributaire de la Chine pour ses chaînes d'approvisionnement et dépendante de l'Amérique pour sa sécurité ! Qui dit mieux ? Ces trois éléments majeurs constituent la réalité de la situation générale qui permet de conclure à l'inexistence de quelque autonomie stratégique de l'Union européenne. Se payer de mots dans ces conditions relève du spectacle, et celui-ci de la tragédie. Pendant que les Ukrainiens se font massacrer et que leur président appelle instamment à l'aide, les Européens tergiversent. Certes, ils débloquent des fonds, certains pays envoient des armes, d'autres accueillent des réfugiés, mais on est tellement loin du compte ! Que les Européens n'interviennent pas militairement en Ukraine demeure incontournable, d'une part en raison de l'abstention américaine, mais d'autre part et surtout parce que, comme je l'ai mentionné plus haut, les Européens n'en ont pas les moyens. Le problème que pose la guerre en Ukraine est bien celui de la sécurité européenne.

Sans système de sécurité autonome, l'Union européenne n'est pas en mesure d'« agir stratégiquement ». Soit elle pense à travers le prisme otanien (voir ci-dessus), soit elle intervient *a minima* grâce à quelques

Etats qui donnent des armes et accueillent des réfugiés, soit elle s'efforce d'exister par le biais des dirigeants de la Commission. De beaux discours, pas mal d'argent, cela est-il à la mesure du problème ? A l'évidence, non ! Et c'est pourquoi, sans attendre l'issue de la guerre actuelle, la question d'une complète remise à plat non seulement de la politique de sécurité européenne mais aussi de l'appareil militaire qui doit l'accompagner, cette question est devenue prioritaire et majeure. Il y a deux façons de procéder : par un « clash » gaullien en claquant la porte de l'Otan et en constituant un système de sécurité indépendant avec les Etats européens qui se rallieraient à cette option ; par un accord de la majorité des Etats-membres de l'Union pour négocier entre eux (France-Allemagne pour l'essentiel) et avec les Etats-Unis une certaine autonomie de sa branche européenne. Si l'OTAN est bien l'épouvantail offensif que décrivent Russes et Chinois, alors il faut soit les confirmer dans leur hantise en s'y asservissant, soit les rassurer sur sa finalité défensive en le cantonnant géographiquement et stratégiquement, mais ne pas entretenir cette ambiguïté qui porte un tort considérable à l'idée même de l'Europe. Puisque la construction de celle-ci n'a jamais avancé que grâce aux crises qu'elle a traversées, l'occasion nous est donnée d'échafauder enfin le système de sécurité qui complètera l'édifice européen et lui donnera la place stratégique qu'elle doit avoir dans ce monde désordonné. Il nous faut donc franchir plusieurs étapes dans les prochaines années : 1/ régler le *contentieux OTAN* selon l'une ou l'autre des modalités évoquées ci-dessus ; 2/ inventer le *modèle de sécurité* qui correspond au projet européen ; 3/ inclure cette perspective dans un projet de réorganisation de l'ordre international. Si l'Europe est à refonder, cela ne sera possible que dans une révision en profondeur des règles du jeu mondial dans tous les domaines qui les concernent. Mais tout cela dépend étroitement de l'issue des combats en cours dans le Donbass. Si, comme je l'espère, les forces ukrainiennes résistent et viennent à bout d'une armée russe très amoindrie, alors nous aurons quelque espoir de pouvoir reconstruire à la fois les institutions mondiales et un système de sécurité européen fiable et durable.

Journal de la guerre 11

J + 52 – 19 avril 2022

J'avais omis de publier ce journal à J+48, à la date du 15 avril que j'avais fixée pour la reprise de l'offensive russe. J'y indiquais d'abord que cette « pause opérationnelle » rallongée était probablement due à une insuffisante préparation des moyens tactiques et logistiques. Je persiste sur ce point car j'estime très périlleux pour une armée initialement engagée sur cinq fronts et étrillée sur la plupart, au prix de pertes humaines et matérielles de l'ordre de 30% de son potentiel, de réorganiser ses unités et de réarticuler ses forces. On a rarement vu dans l'histoire une armée inopérante et amoindrie se refaire par miracle une santé en quelques semaines. Je ne parle pas ici des répercussions sociales d'une telle hécatombe dans un pays démographiquement exsangue : un jour, la propagande se heurte au mur des réalités et le tissu fragile des illusions finit par se déchirer.

Dans ce précédent journal, je voulais profiter du temps d'attente qui m'était consenti pour examiner les positions des non-belligérants, en particulier l'ambiguïté des Européens coincés entre leur impréparation stratégique et la nécessité désormais ressentie d'imaginer un « système de sécurité », à défaut d'une « défense européenne » manifestement confisquée par le lobby otanien. Dans ce grand malheur pour l'Ukraine, il faut toutefois espérer trouver les ressources de solutions pour l'avenir stratégique du continent. D'abord, l'échec russe est patent et, sauf montée aux extrêmes (nucléaires) – ce qui reste une fuite en avant désespérée envisageable –, Poutine a d'ores et déjà mis son pays en position vulnérable. Ensuite, il ne fait plus aucun doute que les Ukrainiens se battront jusqu'au bout, c'est-à-dire dans leur esprit jusqu'au rejet des troupes russes de la totalité de leur territoire. Enfin, pour ne pas insulter l'avenir, les Européens se doivent, pour la survie de leur Union, d'inventer un processus de retour à la paix puis la construction d'un « système européen » de sécurité qui soit à la fois militairement plus efficace et politiquement moins agressif que l'OTAN. C'est un peu la quadrature du cercle, mais c'est aussi la spécificité des Européens de s'attaquer ainsi à l'impossible. Ils l'ont fait deux fois déjà, à trois siècles de distance, avec la *Renaissance* et les *Lumières* ; le temps est venu d'une troisième expérience. D'autant que,

contrairement à la doxa ambiante et aux apparences, le bloc des dictatures – Chine, Russie, etc. – s’entête sur des voies impraticables. Où l’on mesure que, de la (modeste) *conquête du Donbass* à l’ambitieuse *refonte du système international*, il y a du grain à moudre pour les stratèges : le jeu d’échecs est sur la table.

Mais l’actualité oblige et il faut revenir à l’offensive déclenchée dans le Donbass par le reliquat des forces russes, soit 150 à 200 bataillons. Je ne crois pas aux savantes manœuvres imaginées par nos experts médiatiques, quelles que soient leurs compétences stratégiques, car l’armée russe n’a ni les moyens ni l’agilité opérationnelle pour satisfaire de telles ambitions. Dans un rapport de forces très insuffisant de deux à un – sans compter les forces morales -, là où la supériorité nécessiterait du quatre contre un, l’armée russe pressée par le temps ne peut que pratiquer le tapis de bombes derrière lequel elle pourra (peut-être) mettre en marche son rouleau compresseur. C’est-à-dire qu’elle va raser le pays qu’elle venait délivrer de l’oppression nazie : logique pour le moins discutable ! L’armée ukrainienne pourrait tirer profit d’une situation aussi absurde en utilisant à bon escient les matériels modernes qu’elle reçoit directement des Etats-Unis, d’une part pour détruire certaines positions d’artillerie adverse par des tirs de contre-batterie, d’autre part pour tenter des contre-attaques locales sur les flancs des groupements tactiques russes progressant d’Izioum vers le sud. A condition, bien sûr, que les renforts annoncés parviennent jusqu’à la zone des combats.

Cette situation au Donbass, pour peu que nos informations soient valides, peut expliquer le changement d’attitude des Américains. Après deux mois d’engagements meurtriers et stériles, l’armée russe apparaît pour ce qu’elle est en réalité : une force incohérente, profondément corrompue comme je l’évoquais dans la première livraison de ce journal, à la pointe technologique pour certains armements sophistiqués, à la traîne sur le plan logistique et sur le niveau opérationnel des unités de combat. Or, pour être efficace une armée doit être cohérente, c’est la règle de base : elle vaut ce que vaut son maillon le plus faible ; et le croiseur Moskva l’a prouvé en sombrant au fond des eaux de la mer Noire, faute de défense anti-missiles adaptée. Ce que dit de façon triviale l’oligarque russe Oleg Tinkov : « En se réveillant avec une gueule de bois, les généraux ont compris qu’ils avaient une

armée de merde ». Les Américains ont sans doute détecté ces « trous dans la raquette » et pourraient les agrandir encore en donnant aux Ukrainiens les moyens d'exploiter la situation. Cet engagement américain n'est pas sans risque, celui du prétexte à une escalade (chimique ou nucléaire) sur le terrain, même si cette hypothèse a été « débranchée » par le ministre Lavrov, plus sûrement celui d'une ingérence « contrôlée » dans le conflit pour le rehausser au niveau d'une néo-guerre froide russo-américaine. L'administration Biden y trouverait son compte, d'une part en flattant sa popularité pour sauver les élections intermédiaires américaines, d'autre part pour affaiblir le camp des dictatures et montrer au monde que l'Amérique est « *great again* ». Mais l'inconnu demeure dans la tête de Poutine et la « perte de face » qu'il serait susceptible d'accepter : quelle victoire limitée et, surtout, quel niveau d'échec tolérera-t-il ? Quel est le poids de son entourage pour lui faire avaler la couleuvre d'un tel fiasco militaire ? Jusqu'où Xi Jinping le soutiendra-t-il dans une affaire que les Chinois commencent sans doute à trouver aventureuse ? Si le but conjoint des Russes et des Chinois est de « renverser la table » de l'ordre international, l'agression contre l'Ukraine pourrait être le bon prétexte : non pas de négociations russo-ukrainiennes dont on ne voit pas sur quoi elles pourraient déboucher d'autre qu'un intenable *statu quo*, mais plutôt une conférence générale sur la sécurité internationale qui, elle, aurait pour objectif – au choix – soit de renverser l'ordre mondial existant - ce dont rêvent les dictatures contestataires -, soit de l'amender, soit de le réinventer. Trois options qui méritent d'être étudiées.

Depuis le début de cette guerre contre l'Ukraine, je pense et j'écris qu'elle n'est qu'un paravent et que le véritable but de guerre est de contester l'ordre mondial américain et son irrésistible propagation aux marches des empires continentaux pour les contenir dans un périmètre contrôlable. Les empires continentaux – Chine, Russie, mais pas seulement...- veulent reprendre la main aux empires maritimes – le complexe anglo-saxon symbolisé par « l'Occident » – pour renverser le cours du monde. Ces deux camps opposés et un troisième que constitue l'Europe seraient alors en position de présenter au monde trois options : *un monde libéral, un monde ordonné, un monde humaniste*. De toutes façons, le maintien du désordre mondial actuel paraît intenable à terme

rapproché ; l'issue de la guerre contre l'Ukraine indiquera sans doute la voie à suivre pour la refonte du système international.

Depuis le « pivot vers le Pacifique » de Barak Obama, l'option américaine est connue : se dégager de l'Europe pour se frotter au cœur démographique et économique du monde qu'est le continent asiatique. Comme il faut éviter à tout prix une confrontation sino-américaine suicidaire, l'amendement de la doctrine du « *monde libre* » pourrait être à l'ordre du jour dans une vaste négociation sino-américaine où la Chine serait traitée d'égal à égal avec les Etats-Unis. La Chine, peu soucieuse de dominer un monde aussi déstructuré, n'en demanderait pas plus si elle se sentait reconnue à sa juste place. Un ordre du monde où coexisteraient un « monde chinois » et un « monde américain » - consensus de Pékin et consensus de Washington, routes maritimes et routes de la soie -, fondé sur leur domination économique et sur leur liberté d'action stratégique, pourrait devenir envisageable à défaut d'une autre solution.

Les deux empires continentaux et anti-occidentaux, héritiers de sociétés collectivistes, nostalgiques ou pratiquants de l'ordre communiste et tenants du Parti unique, veulent prouver au monde que leur système politique est plus stable, plus nationaliste et donc meilleur pour le peuple et plus efficace pour la société qu'un système libéral soumis aux aléas de la démocratie et aux appétits des intérêts privés. Si la Russie n'apporte pas de preuves des qualités supposées de ce *système dirigiste*, en revanche la Chine peut faire miroiter ses incontestables succès aux yeux des pays à la recherche du développement pour les entraîner dans son orbite. Encore que ...son ordre imposé ne semble pas impressionner le virus de la COVID19, pas plus qu'il ne parvient à redresser la natalité déclinante ; et on pourrait sans difficulté multiplier les exemples de dysfonctionnements actuels ou annoncés. En bref, l'alternative proposée par les dictatures revient à « imposer » l'ordre (quel qu'il soit et par n'importe quel moyen) par rapport à la liberté, estimant que celle-ci est la source du désordre social et le péril absolu qu'il faut impérativement empêcher. L'ordre interne est la condition de l'ordre mondial, ils sont liés comme les doigts de la main : un tel caporalisme fait peur mais peut rallier à lui – par rejet de l'ordre occidental – un grand nombre de pays désorientés.

La troisième option est la plus sage et la plus tentante, mais elle recueille peu de suffrages et n'a personne pour la défendre. C'est l'option humaniste qui découle de ce que fut la civilisation européenne, celle de la *Renaissance* et des *Lumières*, invoquées plus haut. Réfutant d'un côté la formule disciplinaire d'un « monde ordonné » et s'éloignant de celle d'un ultra-libéralisme désordonné, elle serait en quête de « structures internationales » qui seraient en charge des deux questions essentielles de notre époque : *protéger l'humanité et sauver la planète*. On pourra rétorquer que cela ressemble furieusement à l'Organisation des Nations unies, ce qui est vrai mais mérite d'être refondé sur des bases nouvelles. *Protéger l'humanité*, c'est relancer les négociations sur la limitation (pour certains) et l'interdiction (pour d'autres) des armes de destruction massive à travers des mesures contraignantes sur les plans budgétaire, quantitatif et géographique. *Sauver la planète*, c'est reprendre le flambeau de la COP21 et des accords de Paris avec une ampleur nouvelle que la crise énergétique actuelle va permettre d'envisager. Pour sortir des affrontements épidémiques et guerriers, quoi de plus porteur que de préserver notre capital terrestre ? L'Europe, lorsqu'elle sera consciente de son héritage et dès qu'elle voudra exister par elle-même, serait toute désignée pour défendre une telle option qui ouvrirait largement les portes et fenêtres du système international pour que tous les pays puissent y respirer librement. C'est encore illusoire mais cela devrait être possible à terme.

La guerre contre l'Ukraine sera donc décisive, non tant pour les gains ou reculs territoriaux que pourraient engranger les uns et les autres, mais pour les orientations que son issue pourra permettre de distinguer. Le monde post-Ukraine sera différent du monde des années 2000, mais personne ne sait dans quel sens et qui en bénéficiera.

Journal de la guerre 12

J + 85 – 22 mai 2022

Notre époque médiatique est placée sous le règne des baudruches ! On se gonfle à l'hélium de la guerre après s'être repus de l'air vicié de la pandémie, dans l'attente angoissée d'autres souffleurs d'apocalypse. Mais on s'habitue à tout, à la litanie de la guerre, à ses crimes et à ses destructions qui sont la rengaine des chaînes d'info comme les tableaux macabres quotidiens l'étaient de cette fichue Covid19. La pandémie, qui nous avait tant inquiétés, fait office de blutette deux ans plus tard avec sa quinzaine de millions de trépassés dans le monde pour un bon demi-milliard de cas avérés. Un clou chasse l'autre et depuis près de trois mois, la tentative d'invasion de l'Ukraine « avec son cortège » de barbaries, comme aurait dit Malraux, nous a juchés au paroxysme de l'inquiétude, voire de l'angoisse. Puis, avec la résistance exceptionnelle (et achevée) des héros de Marioupol, avec la détermination des défenseurs de Kiev, Kharkiv, Mikolaïev, etc., on se rassure : la guerre « intense » tant oubliée depuis le beau mois de mai 1945 a repris son cours sanglant et nous autres Européens, soudain réveillés d'une immémoriale torpeur, semblons décidés à défendre nos « valeurs » jusqu'au dernier Ukrainien !

L'enlèvement du front dans le Donbass pourrait menacer les médias de n'avoir plus à montrer que la vie monotone des tranchées ; on évoque alors Verdun ou le Chemin des Dames pour illustrer le propos et parler d'Izioum et de Sievierodonetsk, dernier avatar des retranchements ukrainiens. Heureusement, quelques bataillons ukrainiens ont encore le ressort de conduire des contre-attaques au nord-est de Kharkiv et de reprendre du terrain aux Russes ; cela donne du grain à moudre aux envoyés spéciaux. Pour ma part, si je ne sais quel nom donner à cette guerre - contre l'Ukraine, contre l'Europe, contre la démocratie, contre l'Occident, contre « l'Histoire », ou tout cela à la fois ? – je suis en revanche persuadé qu'il ne faudrait surtout pas qu'on la banalise et qu'on s'y installe dans la durée comme si c'était une affaire tristement contrariante mais désormais fatale. Il ne faut pas seulement dégonfler les baudruches une à une, il faut les faire crever, les brûler et enfouir leurs carcasses loin du monde des humains.

A première vue, la meilleure solution serait d'enfoncer le clou russe en accentuant les échecs militaires des Moscovites et en leur reprenant le plus de terrain ukrainien possible, à l'exception toutefois d'une Crimée qui n'a jamais été historiquement dans le giron de Kiev. Les Américains, par un pont aérien digne des grandes heures de Berlin-1948, saturent d'armes la défense ukrainienne, alors que manifestement les Russes, hormis leur ahurissante incompétence opérationnelle, paraissent en outre à bout de potentiel. S'ils avaient les capacités que certains experts leur attribuent encore, cela se saurait et ils n'auraient pas attendu de tels échecs pour engager leurs soi-disant renforts en première ligne ; et s'ils disposent encore de nombreuses brigades supposées aptes au combat, elles sont stationnées aux divers confins de cet immense pays d'où il serait peut-être aventureux de les retirer. Il est donc tout à fait possible, sinon probable, que les vaillants Ukrainiens vont reconduire fermement les restes des armées russes sur leur frontière initiale, au minimum celle de 2014 : retour au point de départ du 24 février ! Sur le front oriental, les choses pourraient ainsi se clarifier dans les prochaines semaines. Ailleurs, c'est-à-dire dans le sud et sur les côtes de la mer d'Azov et de la mer Noire, la partie risque d'être plus ardue car les distances sont énormes et le terrain ne devrait pas favoriser une contre-offensive ukrainienne, pour des raisons inverses de celles qui prévalent au Donbass. Il faudrait aux Ukrainiens reprendre Kherson et se lancer vers Marioupol, mais ceci est une autre histoire !

Comment, après trois mois de campagne, les Russes en sont-ils arrivés à ce point où un succès, aussi modique soit-il, paraît aussi improbable que miraculeux, et où un échec trop humiliant serait inacceptable ? Je n'ai pas d'informations provenant ni du sérail moscovite ni de la puissante Centrale de renseignement américaine. Mais j'ose toutefois refaire le film. J'avais considéré, dans des journaux précédents que la mi-avril serait militairement décisive, dans un sens comme dans un autre, à savoir que, face à une quasi-défaite devant Kiev, Poutine n'avait d'autre choix qu'entre l'escalade et le repli ; *on lui a imposé le repli*. Je reste en effet convaincu que Poutine, furieux des revers de son armée et acharné à liquider le régime de Kiev, avait décidé d'employer les grands moyens et de raser la capitale ukrainienne dans un holocauste nucléaire ; toutes les proclamations russes allaient

alors dans ce sens. Il me paraît probable qu'il ait confirmé les ordres qu'il avait déjà donnés en direct à la télévision au ministre de la Défense et au Chef d'état-major de mettre en alerte opérationnelle les forces nucléaires. Et il est tout aussi probable que ces deux hommes, et quelques autres qui constituent la chaîne de commandement nucléaire, ont refusé d'obéir. Cela expliquerait la longue disgrâce du chef d'état-major général, le Général Guerassimov, éloigné des écrans et sans doute des affaires au moins jusqu'à la commémoration du 9 mai où il était étrangement absent des cérémonies ; et cela expliquerait aussi cette tentative de regroupement, puis de réarticulation, enfin de réengagement d'un corps de bataille passablement éreinté par le premier mois de combat. Le profil bas du discours du 9 mai ne peut s'expliquer que par l'abandon (au moins provisoire) des buts de guerre initiaux et des rodomontades qui les exaltaient. Poutine sait qu'il ne peut plus vaincre l'Ukraine ni s'affubler de ses dépouilles, mais il s'entête dans la bataille incertaine (et épuisante) du Donbass, espérant sans doute gagner quelques arpents de terre sur les côtes des mers Noire et d'Azov, ce qui reste aujourd'hui encore mal assuré.

Lorsqu'ils ont su et compris mi-avril que la menace nucléaire russe avait fait « pschitt », les Américains, très Ponce-Pilate fin février et attentistes en mars, mesurant un risque d'escalade désormais atténué, ont soudain fait volte-face et se sont engagés à fond au côté du président ukrainien et de son armée à laquelle ils ont apporté un soutien massif en armement. Les crédits votés par le Congrès doublent pratiquement tous les mois pour atteindre quelques 40 milliards de dollars et ils ont constitué un véritable pont aérien entre les Etats-Unis et les pays limitrophes de l'Ukraine pour acheminer leur arsenal. Bien qu'ils s'en défendent, leur cobelligérance est assumée et ils savent, qu'ainsi soutenue et renforcée, l'armée ukrainienne a de bonnes raisons de faire mieux que résister aux débris de la puissante armée russe.

Un tel déroulement des opérations, qui déjouerait les buts de guerre initiaux les plus modestes, serait un camouflet pour le Kremlin et une humiliation insupportable pour le dictateur Poutine ; ce dernier pourrait alors, soit ne pas s'en remettre et voir ses erreurs stratégiques sanctionnées par son entourage immédiat (FSB, armée, oligarques ?), soit inventer un autre scénario pour reprendre la main et « garder » la face. Mais avec quels moyens ? A supposer qu'ils existent, il faudrait

des mois pour les mobiliser, les organiser, les entraîner et les jeter dans le chaudron ; cela semble peu réaliste car irréalisable, la Russie étant un pays pauvre.

De quelque côté que l'on se tourne, on ne voit pas par quel tour de passe-passe Poutine pourrait s'en sortir impunément. Et de quelque façon que l'on considère cette guerre, on ne voit pas quel argument faire valoir aux Ukrainiens pour retenir leur volonté de vengeance et de reconquête de leur terre ; on peut toutefois leur conseiller de modérer leur appétit. En revanche, ce que l'on voit clairement, c'est bien la détermination des Américains de profiter de cette occasion inattendue de renverser à leur profit le cours de l'histoire, d'affaiblir durablement la Russie et de compromettre son couple contre nature avec la Chine. D'autant que la situation en Chine se détériore et que, à quelques mois d'un XX^e Congrès du PCC qui devait offrir un triomphe à Xi Jinping, il n'est pas impossible que ce dernier se heurte à une opposition revigorée par l'échec de la stratégie anti-Covid, un ralentissement économique marqué à 4% (soit deux points sous le seuil d'équilibre) et, surtout, un mécontentement social manifeste. Les fiascos inattendus des deux grandes dictatures mondiales, sur deux sujets fort différents, démontrent une fois encore combien ces régimes, apparemment si puissants et sûrs d'eux-mêmes, sont en réalité des constructions fragiles, construites sur un seul homme dont les fantasmes stratégiques peuvent réduire à pas grand-chose les équilibres mondiaux et, au-delà, la vie de l'humanité.

On peut tout aussi bien s'attendre à un double enlisement, de Poutine dans le Donbass et de Xi Jinping dans la Covid19, ou, ce qui ne me surprendrait pas, à une suspension (pause opérationnelle en langage codé) du conflit ukrainien en juin-juillet comme à une révision à la baisse des ambitions de Xi lors du XX^e Congrès. Dans la première hypothèse, les deux dictatures « mondiales » seraient sérieusement et durablement affectées, ce qui rebattrait sensiblement les cartes géopolitiques, celles des Etats-Unis au premier chef s'ils retrouvent un semblant d'unité nationale, celles des pays européens également mais encore dispersées et fragiles. Dans la seconde hypothèse, on peut espérer un retour sinon à la normale du moins à un certain ordre mondial.

Journal de la guerre 13

Juin 2022 – Généalogie de la guerre

Toute opération de guerre, qu'elle soit « spéciale » ou autrement dénommée, n'est jamais que l'expression ultime et paroxystique d'un *malentendu*. Contrairement à l'aphorisme de Clausewitz répété *ad nauseam* sur la « continuation de la politique par d'autres moyens », la guerre, sous quelque forme qu'elle se présente, est une des facettes de la politique, certes la plus violente lorsque celle-ci se réduit à une seule option stratégique. La politique comme la guerre, toujours dans la veine clausewitzienne, est un caméléon et il serait naïf de s'étonner des sursauts chroniques qu'elle impose aux sociétés. Si la vie internationale était aussi soumise au droit et aussi apaisée par de multiples accords et traités qu'on veut bien le croire, nous n'en serions pas à nous effrayer du drame qui se joue dans l'Ukraine orientale et dont nous redoutons qu'il précipite le monde vers l'impensé. L'affaire ukrainienne est exemplaire d'un malentendu général et entretenu non seulement entre Russes et Ukrainiens mais aussi en-deçà entre Ukrainiens eux-mêmes et au-delà entre Européens et entre Occidentaux.

Notre ignorance de l'histoire et de la géographie des deux rives du Dniepr qui constituent à la fois le cœur et la coupure de ce vaste pays qui s'appelle lui-même « frontière » nous empêche souvent de comprendre sa complexité et surtout sa volatilité². A cela s'ajoute le malentendu accentué depuis l'accession formelle de l'Ukraine à l'indépendance après la dissolution de l'Union soviétique. Cette période de plus de vingt ans, outre la révolution orange de novembre 2004 et jusqu'à la révolution de Maïdan de février 2014, a démontré l'écartèlement traditionnel – politique, culturel, religieux - des Ukrainiens entre « occidentalistes » et « russophiles », l'incertitude du destin de ce pays ravagé par la gestion ploutocratique de ses oligarques et, en fait, l'inexistence affichée d'une véritable nation. Or, une

² Un livre essentiel pour aborder l'histoire ukrainienne : Pierre Lorrain, *Ukraine, une histoire entre deux destins*, Bartillat, 2019 ; et aussi Michel Foucher, *Ukraine-Russie, la carte mentale du duel*, Gallimard -Tracts, mai 2022.

conscience nationale ukrainienne existe depuis le moyen-âge, celle des Cosaques d'un côté et d'autre du Dniepr aussi opposés à la sujétion polonaise qu'à l'influence byzantine puis ottomane, finalement contraints à l'est pour leur sécurité de faire appel à la protection de la Russie dès la constitution de cet empire. Le XX^e siècle a déchiré et martyrisé l'Ukraine, soumise d'abord aux rivalités germano-russes, puis à la sujétion soviétique. L'indépendance, entraperçue de 1917 à 1921, factice avec l'admission à l'ONU en 1945 sous tutelle soviétique, factuelle depuis 1991 mais réelle seulement depuis Maïdan est une nouveauté inespérée pour les Ukrainiens. Et ils semblent bien déterminés à la mettre en œuvre et à en jouir sans entraves.

Cette jeune et fragile nation est alors une proie tentante pour les parties soi-disant prenantes, à savoir la Russie impériale post-soviétique à l'est et l'Occident démocratique à l'ouest, celui-ci se divisant d'ailleurs entre des Européens frileux et des Américains plus messianiques. Ces deux partis plus ou moins prédateurs, constatant le flottement ukrainien depuis 1991 et agissant sur des modes différents, se sont engagés dans une course d'influence, les uns pour accueillir les Ukrainiens dans la famille européenne et, plus largement dans le camp démocratique, les autres pour récupérer ce chaînon défaillant et à leurs yeux essentiel de la communauté slave sans lequel l'idée même d'empire russe devient absconse, selon la théorie du *Grand échiquier* chère au géopolitologue américain Zbigniew Brzezinski.

Il est vrai que les hésitations des Européens aussi bien que l'engagement actif des Américains, notamment pour reconstruire une armée ukrainienne sur les standards de l'OTAN depuis 2014 et les rébellions du Donbass ont pu conduire le Kremlin à faire l'appréciation de situation qui présida à l'agression du 24 février 2022. On ne cherche pas d'excuses à cette action injustifiée et inacceptable mais une explication par une éventuelle « menace existentielle » sur la Russie, du moins telle que la considèrent Vladimir Poutine et sa clique ; pour trancher ce malentendu en forme de nœud gordien, Le maître du Kremlin, dépourvu d'autres méthodes, s'est résolu à jouer son va-tout dans une guerre d'agression. Probablement dans une certaine précipitation : pour preuves, l'absence de préparation comme les défauts d'organisation qui ont d'emblée empêché l'armée russe d'atteindre non seulement des buts de guerre manifestement utopiques

(supprimer l'Ukraine en tant que pays indépendant) mais aussi des objectifs tactiques hors de portée et soumis aux lois de l'adversaire, c'est-à-dire à ses capacités opérationnelles aussi bien qu'à son héroïsme.

Si je reviens sur les prémisses de l'agression russe, c'est parce que dans leurs racines comme dans leurs prétextes se trouvent les éléments de réflexion qui prévalent aujourd'hui sur les développements futurs du conflit et d'éventuelles issues. C'est dans ce cadre qu'il faut situer le débat sur « l'humiliation de la Russie », à éviter ou à ignorer selon que l'on se situe dans les rangs des colombes ou dans ceux des faucons. D'une façon générale, à la guerre, les belligérants sont engagés au mieux pour gagner, au pire pour ne pas perdre.

Les Russes étaient manifestement pour la première option, non seulement parce qu'ils agressaient l'Ukraine mais aussi par la détention d'armes redoutables et complémentaires, comme les hydrocarbures et les céréales, les uns et les autres indispensables à la survie de nombreux pays ; sans compter les armes de destruction massive, nucléaire et cyber en premier lieu.

Les Ukrainiens ne peuvent pas perdre, au risque non seulement de la disparition de leur nation telle qu'elle est juridiquement reconnue par la communauté internationale, mais au-delà de l'effet domino sur les ex-républiques soviétiques européennes et, *in fine*, d'un engrenage fatal aussi bien pour l'Union européenne que pour les régimes démocratiques et les valeurs occidentales.

Le premier devoir des Européens est donc d'aider l'Ukraine à empêcher la Russie de gagner, sinon de défaire l'armée russe du moins de lui interdire de conquérir certains de ses oblasts. Cela est-il seulement possible ? Après quatre mois de guerre, où les Ukrainiens auraient perdu la moitié de leur potentiel militaire (dixit le responsable « logistique » de l'armée de terre ukrainienne), l'urgence de leur fournir des armements en grande quantité et de qualité supérieure à ceux des Russes est criante. Mais seuls en capacité de reconstituer les stocks d'armes ukrainiennes, les Américains n'ont pas seulement pour objectifs finaux dans cette guerre d'aider les Ukrainiens à « résister » à l'agression russe mais de mettre en échec l'armée russe, de lui faire subir une véritable défaite et, ainsi, d'affaiblir durablement une Russie

rebelle à « l'ordre du monde ». Toute défaite aussi inattendue d'une puissance militaire nucléaire consacrée (et redoutée), à rebours de la crédulité publique, serait certainement une « humiliation » pour les dirigeants russes. Mais doit-on accepter sans broncher une agression aussi caractérisée pour éviter d'humilier l'autocrate Poutine ?

Sans armée avant longtemps capable de faire peser à nouveau une menace sérieuse sur ses confins, le chantage aux matières premières sera vain et il ne restera plus qu'une option, hormis une escalade nucléaire qui paraît hors sujet, celle du changement de régime. C'est celle qu'il faut privilégier en usant de *tous les moyens* envisageables, à commencer par la contre-propagande et l'appel à la révolte, dans un pays considérablement affaibli et mortifié. Pour être clair, il faut aider l'Ukraine à renvoyer l'armée russe dans ses cordes et à récupérer l'intégralité de « son » territoire – où se pose la question d'une Crimée russe ou ukrainienne (ou indépendante) qui pourra être débattue lors d'une future Conférence de la paix. Et cela sans états d'âme excessifs. « A la guerre, il n'y a pas de « mais », il n'y a pas de « si », il faut réussir » disait Napoléon en connaisseur. Bien évidemment, cette hypothèse (d'une défaite de la Russie) suppose que les équilibres mondiaux en seront durablement affectés et que la partie suivante avec la Chine sera particulièrement tendue ; mais l'hypothèse inverse (d'une défaite de l'Ukraine et donc de l'Europe) ouvrira un boulevard pour les totalitarismes dans lequel s'engouffreront tous les postulants actuels et que l'Amérique seule et bien malade ne sera pas en mesure de refermer.

Nos attermolements, qui cachent (mal) les intérêts divergents des Européens et peut-être de sérieuses divisions entre leurs clans (scandinaves, latins, orientaux, anglo-saxons...), sont de nature à faire douter le monde entier de la détermination des soutiens à l'Ukraine et à faire tanguer la majorité des pays hostiles à l'agression russe ; mais ils peuvent surtout fausser cette course contre la montre qui se joue, sur le front du Donbass en particulier. Les deux armées sont visiblement exsangues : la première qui parviendra à reconstituer des « troupes fraîches », soit la valeur d'une à deux divisions (20 000 hommes) dotées d'armements (blindés et artillerie), pourra sans doute faire la différence sur le terrain. On verra cela fin juillet.

Dans l'hypothèse d'un succès ukrainien, qui reste possible sinon probable, Poutine pourrait abattre d'autres cartes dans le champ stratégique sur lesquelles se joueraient de futures négociations ; dans l'hypothèse contraire où les forces ukrainiennes seraient contraintes à lâcher du terrain, il faut s'attendre à une longue guerre de partisans qui ne reposera pas sur le nombre des batteries d'artillerie mais sur la valeur et le courage des résistants. Dans la continuité de la position européenne actuelle, il faudra alors aider l'Ukraine à « tenir ».

Journal de la guerre 14

Juillet 2022 – Le joueur d'échecs et la stratégie du judoka

Cet épisode sera le dernier de ce « journal de la guerre d'Ukraine ». En effet, en relisant les épisodes précédents, je me suis trouvé à plusieurs reprises en contradiction avec la logique stratégique, tant il est difficile de maintenir alignées deux focales aussi disparates que le conflit militaire dans l'Ukraine sud-orientale d'un côté et la guerre anti-occidentale qu'a déclenchée le Kremlin d'un autre. Le dossier révélé par Fondapol (voir en annexe) témoigne de la primauté de celle-ci sur un conflit armé qui sert de « schwerpunkt » (abcès de fixation, point de levier, etc.) pour une entreprise globale et mondiale d'une tout autre envergure. C'est la thèse que je continue de soutenir et qui justifierait que les succès, échecs, pertes de l'armée russe aient une importance très relative comparés aux enjeux de la « grande guerre » déclarée aux démocraties. D'après cette hypothèse, les combats seront encore longs et cruels, le but local étant de « désespérer » les Ukrainiens auxquels in fine personne ne viendra porter secours.

*

Le sommet de l'OTAN à Madrid les 29 et 30 juin a donné toutes les apparences d'une résurrection de l'Alliance (après sa « mort cérébrale » annoncée à juste titre par Emmanuel Macron) et d'un réengagement américain (après sa désertion par les Etats-Unis du temps de Donald Trump). Des apparences concrétisées par la constitution sur le sol européen d'une force armée conséquente de 300 000 soldats dont une majorité d'Américains. Du jamais vu, même aux périodes les plus chaudes de la « guerre froide ». Mais des apparences toutefois, tant toute cette gesticulation paraît surjouée, tant ces embrassades entre alliés semblent d'une grande hypocrisie. D'ailleurs, pour ne pas nous y tromper, l'attitude de Moscou est révélatrice : une relative indifférence, à moins que tout cela rentre dans le jeu moscovite !

On peut à cet égard formuler deux hypothèses tout à fait contraires : **soit**, dans sa très grande maladresse, Poutine a réveillé à la fois l'OTAN, l'Europe et l'Occident, ces trois entités qu'il voue aux gémonies à longueur de discours et face auxquelles il s'est assurément lancé dans

une aventure mortifère ; **soit**, dans sa très grande habileté, Poutine a provoqué l'OTAN, l'Europe et l'Occident et obtenu ce qu'il souhaitait, la résurrection d'un « camp occidental » clairement ennemi et contre lequel, avec quelques autres régimes totalitaires et impériaux, il va pouvoir livrer le combat décisif, faire la guerre totale du XXI^e siècle, celle qui va du canon de 122 à la cyber, à la désinformation et au noyautage politique. Une guerre qui ruinera nécessairement l'un des deux camps ; et Poutine compte sur ses fabuleuses réserves en matières premières de tous genres comme à la résignation de sa population pour tenir la dragée haute au camp capitaliste et démocratique, assailli par le temps, miné par la démagogie et fragilisé par un système hypermondialisé qui a pourtant fait sa domination et construit sa fortune. Comme au judo, utiliser les forces supposées de l'adversaire pour le déstabiliser.

Le péril occidental

Pour tout dire et on l'aura compris, je ne crois pas un instant à la maladresse de Poutine, ni à son isolement sur les scènes moscovite et mondiale, ni à son impréparation encore moins à un éventuel penchant suicidaire. Lorsqu'un tel dessein se formalise, et ce depuis vingt ans de pouvoir, on n'agit ni en amateur ni en aventurier. L'affaire de la lutte contre l'Occident vient de loin, au moins du discours de Munich en 2007, et elle a pour fondement la peur que les démocraties occidentales provoquent dans les « démocraties » qui ne sont en fait que des dictatures impériales. L'Ukraine est un excellent prétexte parce que s'y concrétisaient toutes les inquiétudes des potentats : une réelle forme de démocratie, une aspiration au libéralisme et la « tentation de l'Occident », tous arguments fatals pour les régimes impériaux, qu'ils soient russe, chinois, iranien ou turc, sans compter tous les autres.

Ces régimes n'ont pas été en mesure de résister au vent de liberté qui s'est emparé du monde post-guerre froide. On l'a vu dans la Chine de Xi Jinping depuis 2013 où les idées occidentales, alimentées par l'élite d'une jeunesse qui fuyait le vide et le conformisme des universités chinoises, se propageaient à une vitesse redoutable au point d'américaniser la classe moyenne chinoise. L'Oncle Xi a pris alors le prétexte (justifié) de la perte d'âme chinoise pour prôner un retour au passé et embrayer la marche arrière la plus courte, vers un néo-maoïsme

mâtiné de capitalisme étatique, en même temps qu'une dénonciation des principes et des pratiques occidentales par la fameuse directive N°7, tout cela annonçant l'amorce d'un repli sur le « monde chinois » à l'abri des turpitudes d'un étranger impérialiste et barbare. Le raisonnement russe, si raisonnement il y a, est exactement le même : incapables de contrer la stratégie d'influence (le *soft power*) des démocraties libérales, les pays totalitaires, acculés dans un coin du ring, ne peuvent, sauf à abandonner la partie, que répondre par la violence et par tous les procédés déloyaux qui l'accompagnent.

La première revendication des Chinois et des Russes tient à la géopolitique au sens strict du terme : ils veulent modifier « l'ordre du monde », établi en 1945 à la conférence de San Francisco, pour l'essentiel par les Américains. Ils ont d'abord réclamé d'y avoir leur « juste » place : ils sont tous deux membres permanents du Conseil de Sécurité avec un droit de veto dont ils usent à l'encan, ils ont pignon sur rue dans la plupart des instances internationales. Mais cela ne leur suffit pas, car ils souhaitent en réalité modifier à leur profit l'esprit des règles qui régissent peu ou prou la vie internationale ; incapables de formuler des propositions raisonnables, ils ne veulent de fait que renverser la table. Le totalitarisme ne connaissant que le droit du plus fort, les régimes qui se réclament de ce type de « démocratie » instituent le seul rapport des forces partout où ils imposent leur présence. De nombreux pays africains et asiatiques sont le théâtre de ces pratiques néo-impérialistes dont les nœuds coulants que sont les contrats inéquitables et les crédits asphyxiants se resserrent au fil des ans.

La deuxième observation que font les régimes autoritaires à l'encontre des démocraties libérales, c'est que le libéralisme est par nature instable et tenté par son extrémisme qu'est le libertarisme. Pour eux, la liberté individuelle et, plus globalement, les droits de l'homme, sont une perversion des sociétés qui y dissolvent leur ciment naturel. Les individualistes, dans cette interprétation, sont les fossoyeurs de la société. Or, celle-ci, dans les pays léninistes, marxistes, ex-communistes, collectivistes, etc., ne serait pas en mesure de supporter le traumatisme que lui ferait subir une introduction brutale et désencadrée (le Parti ! vous dis-je) de la liberté. On avait cru percevoir pourtant, au début de ce siècle, dans les sociétés russe comme chinoise, des mouvements de libéralisme qui ne semblaient pas devoir affecter

profondément ce que nous comprenions comme étant le cœur de l'âme chinoise ou russe. Mais l'interprétation des maîtres de Pékin comme de Moscou n'était pas la même, ceux-ci voyant d'un œil inquiet l'inéluctable perte de pouvoir que ces mouvements de société allaient leur faire subir. On en a justement le témoignage avec la mutation de l'Ukraine depuis Maïdan et la panique qui s'est emparée du Kremlin à l'idée d'être menacé, non pas d'une agression militaire à laquelle personne ne croyait, mais de la rivalité d'un régime politique plus séduisant.

La troisième remarque que je me permets de proposer, en toute lucidité, c'est que nos démocraties libérales, débarrassées du spectre de la guerre (*La Fin de l'histoire* et autres fariboles...), se sont laissées aller : non à la corruption ou à la débauche (encore que...) mais à la facilité, à la superficialité et, diraient les Romains de l'Antiquité, au délaissement de la vertu. Ce manque de rigueur, outre l'hostilité idéologique et historique des uns et des autres à l'encontre des pays occidentaux, est illustré par un événement déclencheur qui a conduit Russes et Chinois, malgré des points de vue et des méthodologies différentes, à prendre leurs distances avec le système libéral. Cet événement fut l'affaire des *subprimes* à l'origine d'une crise majeure du système financier capitaliste. A partir de 2008, en surexposition du contentieux évoqué ci-dessus, les dirigeants des deux puissances russe et chinoise se sont rendu compte, non seulement qu'ils étaient investis par la dynamique occidentale mais que - au-delà - celle-ci les menait dans le mur. La perversion culturelle et la décadence morale de l'Occident sont déjà insupportables aux yeux des autocrates en raison de l'attraction qu'elles sont supposées exercer sur leurs sociétés ; alors, l'engrenage d'un effondrement financier leur paraît, à juste titre, infernal tant ils se sentent piégés car imbriqués dans le système mondialisé.

Le besoin d'une désintoxication à l'égard des emprises occidentales, essentiellement américaines, s'est fait sentir à la fin de la décennie 2000 ; la nécessité d'un découplage avec l'Occident s'est manifestée quelques années plus tard. Nous sommes aujourd'hui au cœur des conséquences de ces analyses de situation et des décisions radicales qui s'ensuivirent. Un ensemble de pays méfiants ou hostiles à l'égard de l'Occident – de ses soi-disant valeurs, de son système capitaliste, de son

emprise « impérialiste » -, symbolisé par les BRICS (pour Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), représentant avec leurs sympathisants la moitié de la population et plus de 40% du PIB mondial, veulent proposer une alternative à l'organisation politique et économique du monde. Aux yeux de Poutine, impatient de faire bouger les lignes, la guerre est la solution la plus radicale et aussi la plus efficace pour provoquer l'Occident et l'obliger à changer de comportement.

La provocation de la guerre

L'invasion de l'Ukraine est effectivement de nature à faire bouger à la fois les Européens et les Américains, à défaut du reste du monde qui a d'autres préoccupations. On le constate depuis maintenant cinq mois. Sur le plan stratégique, Poutine est d'évidence un joueur d'échecs ; dans le domaine tactique, il se conduirait plutôt comme un judoka. Mais ce n'est pas un stratège classique : c'est un *kagébiste* (ou pire un *tchékiste*) qui n'a ni culture ni expérience militaire. Son entourage proche, - le ministre de la Défense et le chef d'état-major sont des ingénieurs civils -, a une conception dite « innovante » de ce que peut être l'expression du rapport de forces, loin du « *jus in bello* » et des Conventions de Genève. C'est d'ailleurs le Général Guerassimov – CEMA russe – qui a initié la nouvelle théorie stratégique de la « guerre hybride » dans laquelle l'action des forces armées n'est qu'une composante du conflit, lequel doit utiliser toutes les ressources du spectre et surtout les plus efficaces : la fin justifie les moyens.

L'invasion de l'Ukraine est un échec notable pour l'armée russe. Le succès escompté en quelques jours eut été plus favorable, mais là n'est pas l'essentiel. L'essentiel consiste, par une guerre inattendue et cruelle, à provoquer et à déstabiliser l'Occident. La guerre a eu certes un effet spectaculaire, elle a réveillé les Européens, requalifié l'OTAN dans sa zone de compétence, obligé les Américains à repivoter vers le vieux continent et à ouvrir les vannes de leur aide financière et militaire. Naturellement, les pays démocratiques ont pris des sanctions à l'encontre de l'agresseur russe, surtout d'ordre économique et, plus spécifiquement, sur les fournitures d'énergie, faisant ainsi grimper les prix mondiaux du gaz et du pétrole, nourrissant une inflation déjà déclenchée par les désordres dus à la pandémie du COVID19.

L'empêchement d'exporter les stocks de céréales ukrainiennes par la mer Noire a également fait exploser le prix du grain, de l'huile, des engrais, mettant cette fois en péril les économies dépendantes du Maghreb et du Moyen-Orient.

N'était-ce pas le piège tendu par Poutine aux Occidentaux ? Les entraîner sur le terrain de la guerre et les contraindre à s'y investir massivement tout en allumant à l'extérieur les départs de feu que facilitent les interdépendances et que permettent les réseaux de propagande et les nombreux avatars du numérique. Tout se passe comme une prise de judo : blocage des pieds sur la ligne du Donbass et vaste mouvement de bascule du haut du corps pour déséquilibrer l'adversaire. Mais au judo, comme ailleurs, il y a des catégories selon le poids : Russie versus Ukraine d'une part, où la première dispose d'un avantage évident, sauf à le compenser par les forces morales ; Russie versus Occident d'autre part, où les rapports de forces pourraient s'inverser malgré les actions entreprises « sous la ceinture » par l'ours russe pour compenser son handicap de poids. Le combat est en cours et son issue incertaine.

Dans ce qu'on peut comprendre de la stratégie globale de Poutine, la succession des phases pourrait être la suivante : peu importe le résultat des batailles en Ukraine qui n'ont plus pour but de gagner la guerre mais de « fixer » l'ennemi (l'armée ukrainienne et sa cohorte d'alliés de fait) ; ce qui importe, c'est la déstabilisation de l'économie européenne privée de matières premières, soumise à une inflation record, obligée de basculer une part importante de son budget vers une « économie de guerre » et sans doute conduite à une récession pour les deux ou trois prochaines années. Ces deux phases – guerre et récession – devraient être suivies ou concomitantes d'une troisième, celle de conflits sociaux, faute de produits alimentaires dans des pays du sud, faute de pouvoir d'achat dans les pays du nord. Et c'est de cette crise socio-économique que Poutine espère une reddition du système démocratique.

Dans de nombreux pays dits démocratiques, tous les ingrédients sont sur la table. Les Etats-Unis sont au bord de la guerre civile et les *midterms* de novembre peuvent ouvrir la boîte de Pandore en Amérique ; ce serait alors l'effondrement du mythe et du « modèle » américain, un peu à la manière de la chute du géant soviétique, la plus

grande catastrophe du XX^e siècle selon Poutine. Le Royaume-Uni de Boris Johnson, peu avant qu'il démissionne de ses fonctions, semble au bord de l'implosion après un Brexit condamné autant par les Ecossais que par les Irlandais. La France aborde une crise politique majeure après des élections législatives qui ont porté les extrêmes à un niveau potentiel d'empêchement du gouvernement. Ces trois démocraties, politiquement très affaiblies et économiquement vulnérables, pourraient, si la guerre et ses péripéties s'éternisaient, chercher des compromis, voire se compromettre avec Poutine. C'est, me semble-t-il, la seule raison d'avoir maintenu des fenêtres de négociation avec Moscou.

Ce rêve de judoka n'est pas totalement stupide et on a tort de sous-estimer l'autocrate du Kremlin. Il fut certainement un médiocre agent du KGB mais, trente ans plus tard et après vingt-deux ans à la tête de l'empire russe, il a dû beaucoup réfléchir et apprendre. Déclarer haut et fort que ce type est nul, qu'il a tout faux et qu'il court à sa perte, ne procède pas de la sagesse stratégique qui veut que, si on refuse de respecter son ennemi, on ne doit en aucun cas le mépriser, quel qu'il soit. Aujourd'hui, en ce début de juillet 2022, où le front du Donbass peut aussi bien céder à tout moment que tenir encore plusieurs mois, maintenir le regard tourné vers les éléments extérieurs à l'Ukraine, dans l'ordre géopolitique comme dans les domaines technologique, économique et social me paraît de la plus élémentaire prudence. Dût-il sacrifier l'essentiel de son armée dans la conquête de tout ou partie de l'Ukraine orientale, c'est sur d'autres théâtres qu'il joue son va-tout, notamment au cœur des démocraties européennes qu'il veut pervertir et pourrir de l'intérieur, prouvant ainsi que ce type de régime est dégénéré par nature. Le front pourrait donc céder ailleurs qu'au Donbass. De toutes façons, le défi lancé au monde par Poutine est aussi risqué que gigantesque. On va voir d'ici à quelques années si l'ordre mondial en général et le système initié par l'Occident sont au bout du rouleau ou s'ils ont encore les ressources morales et intellectuelles pour résister et tenter de se régénérer.

Annexe 1

« LA RUSSIE N'A PAS SEULEMENT DÉFIÉ L'OCCIDENT, ELLE A MONTRÉ QUE L'ÈRE DE LA DOMINATION OCCIDENTALE MONDIALE PEUT ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME COMPLÈTEMENT ET DÉFINITIVEMENT RÉVOLUE ».

La Fondation pour l'innovation politique a traduit du russe au français la version complète d'un édito de l'agence russe RIA Novosti, signé du chroniqueur Pyotr Akopov et titré « L'avènement de la Russie et du nouveau monde ». Cet article a été accidentellement mis en ligne le 26 février 2022. Initialement, la publication de ce texte devait avoir lieu après l'occupation de l'Ukraine par la Russie. L'article a été rapidement effacé, mais le service Web d'Internet Archive a réussi à le sauver. Cet article décrit le projet impérialiste conçu par Poutine. La russification totale de l'Ukraine et de la Biélorussie est présentée comme le point de départ d'une recomposition de l'ordre mondial. Le texte a été traduit du russe par Inna Uryvskaya. Un nouveau monde naît sous nos yeux.

« L'opération militaire russe en Ukraine a inauguré une nouvelle ère, et ce en trois dimensions à la fois. Sans oublier la quatrième, la dimension interne à la Russie. Une nouvelle période commence aujourd'hui, à la fois d'un point de vue idéologique et socioéconomique ; mais ce sujet mérite d'être abordé plus tard. La Russie restaure son unité. En effet, la tragédie de 1991, cette terrible catastrophe de notre histoire, cette dislocation contre nature, est enfin surmontée. Cette restauration exige de grands sacrifices, par les événements tragiques d'une quasi-guerre civile, où des frères, séparés par leur appartenance aux armées russe et ukrainienne, se tirent encore dessus, mais il n'y aura plus d'Ukraine antirusse. La Russie est rétablie dans son intégralité historique. Vladimir Poutine a assumé, sans exagération aucune, une responsabilité historique en prenant la décision de ne pas laisser la question ukrainienne aux générations futures. En effet, la nécessité de régler le problème de l'Ukraine ne pouvait que demeurer la priorité de la Russie et ce pour deux raisons essentielles. Et la question de la sécurité nationale de la Russie, c'est-à-dire laisser l'Ukraine devenir une anti-Russie, n'est pas la raison la plus importante. La raison principale est un éternel complexe des peuples divisés, un complexe d'humiliation nationale dû au fait que le foyer russe a d'abord perdu une partie de ses fondations (Kiev), et doit supporter l'idée de l'existence de deux États, de deux peuples. Continuer à vivre ainsi

serait renoncer à notre histoire, soit en acceptant l'idée insensée que « seule l'Ukraine est la vraie Russie » ou en se rappelant, impuissants et en grinçant des dents, l'époque où « nous avons perdu l'Ukraine ». Au fil des décennies, la réunification de la Russie avec l'Ukraine, deviendrait de plus en plus difficile : le changement des codes, la dérussification des Russes vivant en Ukraine et la propagande antirusse parmi les Petits-Russes ukrainiens auraient pris de l'ampleur. Aussi, si l'Occident avait consolidé le contrôle géopolitique et militaire en Ukraine, le retour à la Russie serait devenu totalement impossible, puisque les Russes auraient dû affronter tout le bloc atlantique.

À présent, ce problème n'existe plus : l'Ukraine est revenue à la Russie. Ce retour ne signifie pas que l'Ukraine perdra son statut d'État. Simplement, elle sera transformée, réorganisée et rendue à son état originel en tant que partie intégrante du monde russe. Sous quelles frontières ? Sous quelle forme ? Une alliance avec la Russie sera-t-elle établie, par l'intermédiaire de l'OTSC et de l'Union économique eurasiennne ou en tant qu'un État faisant partie de l'Union de Russie et de Biélorussie ? Cela sera décidé une fois que l'Ukraine antirusse n'existera plus. Quoi qu'il en soit, la période de division du peuple russe touche à sa fin.

C'est ici que commence la deuxième dimension de la nouvelle ère qui s'annonce : elle concerne les relations de la Russie avec l'Occident, et non seulement de la Russie, mais du monde russe, c'est-à-dire, des trois États : la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine, agissant comme une seule entité géopolitique. Ces relations sont entrées dans une nouvelle phase, et l'Occident voit la Russie revenir à ses frontières historiques en Europe. Il s'en indigné bruyamment, bien qu'au plus profond de son âme, il doit admettre qu'il ne pouvait en être autrement. Qui, dans les vieilles capitales européennes, à Paris ou à Berlin, pouvait réellement croire que Moscou renoncerait à Kiev ? Que les Russes seraient à jamais un peuple divisé ? Et ce, au moment même où l'Europe s'unit, où les élites allemandes et françaises tentent de reprendre le contrôle de l'intégration européenne aux Anglo-Saxons et de bâtir une Europe unie ! En oubliant que l'unification de l'Europe n'a été rendue possible que par l'unification de l'Allemagne, qui s'est faite grâce à la bonne – bien que pas très intelligente – volonté russe. Toute prétention aux terres russes est plus que le comble de l'ingratitude, c'est de la bêtise géopolitique. L'Occident dans son ensemble, et l'Europe en particulier, n'avait pas le pouvoir de maintenir l'Ukraine dans sa sphère d'influence, et encore moins celui de s'emparer de l'Ukraine. Pour ne pas le comprendre, il fallait être un imbécile en géopolitique. Pour être plus précis, il n'y avait qu'une seule option : parier sur la poursuite de l'effondrement de la Russie, c'est-à-dire de la Fédération de Russie. Mais le fait que cette option n'a pas

fonctionné aurait dû être clair il y a déjà vingt ans. Il y a quinze ans, après le discours de Poutine à Munich, même les sourds auraient pu entendre que la Russie était de retour. Aujourd'hui, l'Occident essaie de punir la Russie d'être revenue, d'avoir empêché les Occidentaux de s'enrichir à ses dépens, d'avoir arrêté l'expansion occidentale vers l'est.

Cherchant à nous punir, l'Occident croit que nos relations avec lui sont d'une importance vitale. Mais ce n'est plus le cas depuis déjà bien longtemps. Le monde a changé, et les Européens, aussi bien que les Anglo-Saxons qui gouvernent l'Occident le comprennent. Toute pression occidentale sur la Russie sera vaine. Les dégâts dus à l'escalade de la confrontation seront bilatéraux, mais la Russie y est moralement et géopolitiquement préparée, quand une aggravation de l'opposition entraînera pour l'Occident des coûts importants, dont les principaux ne seront pas forcément économiques. L'Europe, en tant qu'Occident, voulait l'autonomie. En effet, le projet allemand d'une grande Europe intégrée est un non-sens stratégique si les Anglo-Saxons maintiennent un contrôle idéologique, militaire et géopolitique sur l'Ancien Monde. De plus, ce projet ne peut pas aboutir puisque les Anglo-Saxons ont besoin d'une Europe qu'ils contrôlent. Cependant l'Europe doit chercher l'autonomie pour une autre raison : au cas où les États-Unis s'isoleraient (en raison de leurs conflits internes grandissants et de leurs controverses), ou se concentreraient sur la région Pacifique, où le centre de gravité géopolitique se déplace aujourd'hui.

Les Anglo-Saxons entraînent l'Europe dans une confrontation avec la Russie et privent ainsi les Européens de toute chance d'indépendance. De la même manière, l'Europe tente d'imposer une rupture avec la Chine. Si les atlantistes se réjouissent aujourd'hui que la « menace russe » unifie le bloc occidental, Berlin et Paris doivent comprendre qu'ayant perdu tout espoir d'autonomie, le projet européen s'effondrera à moyen terme. C'est pourquoi les Européens indépendants d'esprit ne sont pas du tout intéressés par la construction d'un nouveau rideau de fer à leurs frontières orientales, réalisant qu'il se transformera en enclos pour l'Europe.

L'époque du leadership mondial de l'Ancien Monde (plus précisément, un demi-millénaire) est de toute façon révolue. Cependant, diverses options sont encore possibles pour son avenir. La troisième dimension des événements actuels est l'accélération de la **construction d'un nouvel ordre mondial**, dont les contours sont de plus en plus clairement dus au fait que la mondialisation anglo-saxonne est aussi répandue. Un monde multipolaire est enfin devenu une réalité. Dans cette opération en Ukraine, seul l'Occident s'oppose à la Russie, parce que le reste du monde le comprend parfaitement : c'est un **conflit entre la Russie et l'Occident**, c'est une réponse à l'expansion

géopolitique des atlantistes, c'est le retour de la Russie à son espace historique et à sa place dans le monde.

La Chine, l'Inde, l'Amérique latine, l'Afrique, le monde islamique et l'Asie du Sud-Est, plus personne ne croit que l'Occident dirige l'ordre mondial, et encore moins qu'il en fixe les règles du jeu. La Russie n'a pas seulement défié l'Occident, elle a montré que l'ère de la domination occidentale mondiale peut être considérée comme complètement et définitivement révolue. Le nouveau monde sera construit par toutes les civilisations et tous les centres de pouvoir, et ce, évidemment, en collaboration avec l'Occident (uni ou non), mais celui-ci ne pourra plus imposer ni ses termes ni ses règles ».